

§ 4. De samenstelling van de in de §§ 2 en 3 bedoelde afdelingen schommelt naar gelang van de behandelde onderwerpen en wordt door de "CESW" gekozen om een aangepaste representativiteit van de betrokken sectoren volgens de thematiek te waarborgen.

De "CESW" verzoekt de overheden, de verenigingen of de binnen de afdelingen vertegenwoordigde instellingen om hem de kandidaturen voor te leggen die volgens hen representatief zijn.

§ 5. De "CESW" stelt in de gevallen bedoeld in de §§ 2 en 3 de werkingsregels in een huishoudelijk reglement vast en legt het ter goedkeuring aan de Regering voor.

Art. 14. Dit decreet treedt in werking tien dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 februari 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,

P FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

Nota

(1) Zitting 2016-2017.

Stukken van het Waalse Parlement 602 (2016-2017) nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, openbare vergadering van 15 februari 2017.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/201834]

16 FEVRIER 2017. — Décret modifiant le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative et diverses dispositions relatives à la fonction consultative (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Modification du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative

Article 1^{er}. L'article 1^{er} du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, modifié par les décrets des 20 novembre 2008, 3 avril 2009, 22 juillet 2010, 22 décembre 2010, 23 janvier 2014, 27 mars 2014 et 22 janvier 2015, est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. Les mesures transversales visées à l'article 2 s'appliquent :

1° aux pôles suivants :

a) Pôle "Politique scientifique";

b) Pôle "Mobilité";

c) Pôle "Environnement";

d) Pôle "Aménagement du territoire";

e) Pôle "Ruralité";

f) Pôle "Energie";

g) Pôle "Logement";

2° aux commissions consultatives du Conseil économique et social de Wallonie suivantes :

a) Commission royale des monuments, sites et fouilles;

b) Conseil wallon de l'égalité entre les hommes et les femmes;

c) Conseil wallon de l'économie sociale;

d) Observatoire du commerce;

e) Conseil du tourisme;

f) Comité de contrôle de l'eau;

g) Commission consultative et de concertation en matière de placement;

3° aux organismes techniques, d'agréments ou assimilés suivants :

- a) Comité de concertation de la navigation intérieure;
- b) Conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie;
- c) Commission de suivi instituée dans le cadre du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises;
- d) Commission d'agrément instituée dans le cadre du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;
- e) Commissions de déplacements scolaires;
- f) Commission wallonne des marchés publics;
- g) Commission d'avis sur les recours en matière d'urbanisme;
- h) Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières;
- i) Commission scientifique pour les produits agro-alimentaires;
- j) Comité de concertation et de suivi de la recherche agronomique;
- k) Comité d'experts "Epuración individuelle";
- l) Comité des experts de la Société publique de Gestion de l'Eau;
- m) Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale;
- n) Commission de suivi des associations de gestion centres-villes;
- o) Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie;
- p) Conseil supérieur wallon de la Sécurité routière;
- q) Comité d'accompagnement institué par le décret du 23 janvier 2014 relatif à la reconnaissance et au subventionnement structurel des associations environnementales et modifiant le Livre Ier du Code de l'Environnement;
- r) Conseil wallon du bien-être des animaux;
- s) Commission régionale de l'aménagement du territoire ».

Art. 2. A l'article 2 du même décret, modifié par les décrets des 23 janvier 2014 et 22 janvier 2015, les modifications suivantes sont apportées :

- a) le 4° est abrogé;
- b) au 5°, les mots "assister avec voix consultative" sont remplacés par les mots "être invités";
- c) au 8°, les mots "du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne institué par le décret du 1^{er} juillet 1993 portant création d'un Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" sont abrogés;
- d) au 10°, les mots "à la Commission consultative régionale de l'Aménagement du Territoire instituée par le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et" sont abrogés;
- e) au 10°, sont insérés un alinéa 2 et un alinéa 3 rédigés comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, les organismes visés à l'article 1^{er}, 1°, donnent leur avis dans les quarante-cinq jours, à partir de la date de réception du dossier de demande d'avis complet.

Les alinéas 1 et 2 ne s'appliquent pas au pôle "Aménagement du territoire" visé à l'article 1^{er}, 1°, d), à la Commission royale des monuments, sites et fouilles visée à l'article 1^{er}, 2°, a), et à la Commission d'avis sur les recours visée à l'article 1^{er}, 3°, g);
- f) - au premier tiret du 14°, les mots "vérifié lors des votes" sont insérés entre les mots "le quorum de présence" et les mots "est fixé";
 - le premier tiret du 14° est complété comme suit : "ayant voix délibérative";
 - au second tiret du 14°, le mot "simple" est inséré entre le mot "majorité" et les mots "des membres présents";
- g) au 16°, le mot « déplacement » est remplacé par le mot « parcours »;
- h) le 19° est complété par un tiret rédigé comme suit :

« - le cas échéant, les procédures communes relatives à l'instruction administrative, à la présentation des dossiers et à la remise d'avis. »;
- i) le paragraphe 2 de l'article 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Les dispositions légales qui dérogent au paragraphe 1^{er} l'indiquent expressément. ».

Art. 3. Dans le même décret, il est inséré un chapitre 1^{er}/1 intitulé "De l'organisation de la fonction consultative en pôles, de leurs missions et de leurs compositions".

Art. 4. Dans le chapitre 1^{er}/1, inséré par l'article 3, il est inséré un article 2/1 rédigé comme suit :

« Art. 2/1. § 1^{er}. Les pôles institués par le présent chapitre sont chargés de missions de fonction consultative.

Le siège de ces pôles est fixé au siège du Conseil économique et social de Wallonie, qui en assure le secrétariat.

§ 2. La fonction consultative est la mission consistant à remettre des avis, à formuler des observations, des suggestions, des propositions ou des recommandations, à la demande du Gouvernement, du Parlement ou d'initiative, portant, d'une part, sur des notes d'orientation du Gouvernement ou sur des textes à portée générale ou stratégique et, d'autre part, sur des avant-projets de décrets ou d'arrêtés à portée réglementaire.

Dans les cas expressément prévus par un décret ou par un arrêté du Gouvernement, cette mission peut être obligatoire.

Le Gouvernement peut charger les pôles de missions supplémentaires.

Dans les cas expressément prévus par un décret ou un arrêté du Gouvernement, cette mission peut être réalisée à la demande de l'autorité publique compétente.

Les membres du personnel du Conseil économique et social peuvent être transférés, sur base volontaire au Service public de Wallonie selon les modalités déterminées par le Gouvernement. Ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.

Les membres du personnel du Service public de Wallonie peuvent être transférés, sur base volontaire au Conseil économique et social selon les modalités déterminées par le Gouvernement. Ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert. »

Art. 5. Dans le même chapitre I^{er}/1, il est inséré un article 2/2 rédigé comme suit :

« Art. 2/2. § 1^{er}. Le pôle « Politique scientifique » est chargé, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, de :

1° remettre des avis concernant la politique scientifique portant, d'une part, sur les notes d'orientation du Gouvernement et, d'autre part, sur des avant-projets de décrets et d'arrêtés ayant une portée réglementaire;

2° proposer les moyens à mettre en œuvre en vue de favoriser le développement et la coordination efficace des activités de recherche scientifique et technologique, tant dans le secteur économique que dans le secteur académique et ce, en rapport avec les besoins économiques, sociaux et environnementaux de la Région;

3° formuler, pour l'élaboration du budget de la Région, des suggestions concernant le financement de la politique scientifique;

4° conseiller le Gouvernement concernant la participation de la Région aux activités de recherche scientifique et technologique nationales, interrégionales et internationales;

5° évaluer tous les deux ans la politique scientifique de la Région;

6° rendre un avis sur le programme pluriannuel des travaux de l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique et sur le rapport annuel d'activités de celui-ci;

7° faire au Gouvernement toute recommandation en matière de statistique, d'évaluation, de conseil stratégique ou de prospective.

Concernant la mission visée au 5°, le Gouvernement transmet au pôle toutes les informations utiles à l'exécution de celle-ci.

§ 2. Le pôle "Politique scientifique" est composé de vingt et un membres désignés par le Gouvernement selon la répartition suivante :

1° dix représentants des interlocuteurs sociaux, sur proposition du Conseil économique et social de Wallonie;

2° six membres issus des Universités actives en Région wallonne reconnues à l'article 10 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, qui peuvent être proposés par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur;

3° deux membres issus des institutions de l'enseignement supérieur non universitaire actives en Région wallonne reconnues à l'article 11 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, qui peuvent être proposés par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur;

4° deux représentants des centres de recherche, sur proposition de Wal-Tech;

5° un représentant des associations environnementales reconnues en vertu du Code de l'Environnement, sur proposition d'Inter-Environnement Wallonie.

L'administrateur général de l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique assiste aux réunions du pôle avec voix consultative.

Le pôle élit en son sein un président et un vice-président.

La présidence et la vice-présidence du pôle sont exercées en alternance tous les trente mois par un représentant des interlocuteurs sociaux, d'une part, et un représentant de l'enseignement universitaire ou de l'enseignement supérieur non universitaire ou des centres de recherche, d'autre part. ».

Art. 6. Dans le même chapitre I^{er}/1, il est inséré un article 2/3 rédigé comme suit :

« Art. 2/3. § 1^{er}. Le pôle "Mobilité" est chargé de remettre des avis, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, portant sur :

1° les notes d'orientation du Gouvernement, d'une part, et les avant-projets de décrets et d'arrêtés ayant une portée réglementaire, d'autre part, concernant la politique régionale de mobilité;

2° les planifications stratégiques en matière de mobilité régionale;

3° toute question intéressant les transports publics de personnes par route en Région wallonne et ce, dans le cadre d'une étroite coordination avec les autres modes de transport le cas échéant;

4° toutes missions prévues par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales.

A la demande du Gouvernement, le pôle "Mobilité" est chargé de remettre des avis portant sur :

1° le plan pluriannuel d'investissement, le plan de transport de la Société nationale des Chemins de fer belges et le plan pluriannuel d'investissement d'Infrabel;

2° toute autre matière relative au transport et à la mobilité déterminée par le Gouvernement.

§ 2. Le pôle "Mobilité" est composé de vingt et un membres désignés par le Gouvernement selon la répartition suivante :

1° huit représentants des interlocuteurs sociaux, sur proposition du Conseil économique et social de Wallonie;

2° un représentant de la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments du Service public de Wallonie;

3° un représentant de la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie;

4° un représentant de la Société régionale wallonne du Transport;

5° un représentant de la Société wallonne des Aéroports;

6° un représentant de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures;

7° deux représentants des associations environnementales reconnues en vertu du Code de l'Environnement;

8° deux représentants des pouvoirs locaux, sur proposition de l'Union des Villes et Communes de Wallonie;

9° un représentant des intercommunales de développement économique, sur proposition de Wallonie-Développement;

10° un représentant des ports autonomes;

11° deux représentants des usagers, sur proposition des organisations représentatives de ces usagers. ».

Art. 7. Dans le même chapitre I^{er}/1, il est inséré un article 2/4 rédigé comme suit :

« Art. 2/4. § 1^{er}. Le pôle "Environnement" est chargé, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, de :

1° remettre des avis sur les avant-projets de décrets relatifs à l'environnement et à la politique de l'eau tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, II, 1° à 4°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, remplacé par la loi spéciale du 16 juillet 1993 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014, et sur la politique du développement durable en lien avec l'environnement;

2° remettre des avis dans le cadre de la planification environnementale telle que prévue aux articles D.37 à D.41 du Livre I^{er} Code de l'Environnement;

3° remettre des avis sur les projets d'arrêtés réglementaires pris en exécution des dispositions des Livres I^{er} et II du Code de l'Environnement ainsi que dans les autres cas prévus par celui-ci et sur les projets d'arrêtés réglementaires pris en vertu du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à l'exception des arrêtés d'exécution des chapitres V et X de ce décret;

4° réaliser les tâches qui lui sont confiées par les Livres I^{er} et II du Code l'Environnement;

5° remettre des avis sur les projets de classification des terroirs, tel que prévu par le décret du 9 mai 1985 relatif à la valorisation des terroirs;

6° remettre les avis tels que prévus aux articles D.II.3, D.II.7, D.II.12, D.II.47, D.II.48, D.II.49, D.II.51, D.II.52, D.VIII.5, D.VIII.30, D.VIII.31 et D.VIII.33 du Code du Développement territorial.

§ 2. Le pôle "Environnement" est composé de dix-sept membres permanents désignés par le Gouvernement selon la répartition suivante :

1° huit représentants des interlocuteurs sociaux, sur proposition du Conseil économique et social de Wallonie;

2° quatre représentants des associations environnementales reconnues en vertu du Code de l'Environnement;

3° deux représentants des pouvoirs locaux, sur proposition de l'Union des Villes et Communes de Wallonie;

4° deux membres issus des Universités actives en Région wallonne et reconnues à l'article 10 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, qui peuvent être proposés par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, dont les compétences doivent couvrir l'un des domaines suivants :

a) écologie, sciences naturelles;

b) agronomie, sylviculture, ressources du sous-sol;

c) économie et droit de l'environnement;

d) sciences appliquées : pollutions industrielles, gestion des eaux, gestion de la qualité de l'air, gestion des déchets;

e) santé publique, toxicologie;

5° un représentant des consommateurs, sur proposition des associations représentatives des consommateurs.

§ 3. En cas de dossier relatif à la politique de l'eau, siège au sein du pôle avec voix délibérative, la section "Eau", composée de dix à onze membres additionnels désignés par le Gouvernement selon la répartition suivante :

1° huit membres représentant le secteur de la production et de la distribution d'eau, de l'assainissement et du démergement, sur proposition d'Aquawal;

2° un représentant des organisations représentatives des pêcheurs;

3° un représentant des contrats de rivières;

4° un représentant d'associations d'agriculteurs, d'horticulteurs et d'éleveurs, si le secteur n'est pas représenté par les interlocuteurs sociaux.

§ 4. En cas de dossier relatif à la politique des déchets, siège au sein du pôle avec voix délibérative, la section "Déchets", composée de neuf à dix membres additionnels désignés par le Gouvernement selon la répartition suivante :

1° trois représentants de la Conférence permanente des intercommunales wallonnes de gestion des déchets;

2° deux représentants des associations professionnelles des opérateurs de droit privé du secteur des déchets;

3° deux représentants des secteurs de la chimie, des cimenteries, de l'électricité, des fabrications métallurgiques, de la construction, de la sidérurgie, de l'industrie de la récupération de l'emballage ou du traitement des déchets, et dont le secteur n'est pas représenté par les interlocuteurs sociaux;

4° un représentant de l'économie sociale active dans le secteur de l'environnement;

5° un représentant d'associations d'agriculteurs, d'horticulteurs et d'éleveurs, si le secteur n'est pas représenté par les interlocuteurs sociaux;

6° un représentant de l'Institut scientifique de Service public.

§ 5. En cas de dossier relatif à la politique des sols, siège au sein du pôle avec voix délibérative, la section "Sols", composée de neuf à dix membres additionnels désignés par le Gouvernement selon la répartition suivante :

1° trois représentants du secteur industriel;

2° deux représentants d'organismes chargés de la production et de la distribution d'eau, sur proposition d'Aquawal;

3° un représentant de l'association professionnelle représentant le secteur de l'assainissement des sols;

4° un représentant de l'association professionnelle représentant le secteur des bureaux d'études;

5° un représentant de la Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement;

6° un représentant de l'Institut scientifique de Service public;

7° un représentant d'associations d'agriculteurs, d'horticulteurs et d'éleveurs, si le secteur n'est pas représenté par les interlocuteurs sociaux. ».

Art. 8. Dans le même chapitre I^{er}/1, il est inséré un article 2/5 rédigé comme suit :

« Art. 2/5. § 1^{er}. Le pôle "Aménagement du territoire" est chargé, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, des missions confiées par l'article D.I.4. du Code du Développement territorial.

§ 2. La composition du pôle "Aménagement du territoire" est fixée à l'article D.I.5. du Code du Développement territorial. ».

Art. 9. Dans le même chapitre I^{er}/1, il est inséré un article 2/6 rédigé comme suit :

« Art. 2/6. § 1^{er}. Le pôle "Ruralité" est chargé, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, de :

1° remettre des avis sur les notes d'orientation du Gouvernement, d'une part, et les avant-projets de décrets et d'arrêtés ayant une portée réglementaire, d'autre part, concernant la politique régionale relative :

a) à la protection et la conservation de la nature, à l'exception de l'importation, de l'exportation et du transit des espèces végétales non indigènes, ainsi que des espèces animales non indigènes et de leurs dépouilles;

b) à la chasse, à l'exception de la fabrication, du commerce et de la détention d'armes de chasse, et à la tenderie;

c) à la pêche fluviale et à la pisciculture;

d) aux forêts;

e) à la filière bois;

f) à l'agriculture, l'agro-alimentaire ou l'alimentation;

2° réaliser toutes les missions qui lui sont confiées par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

3° réaliser toutes les missions concernant les bois et forêts et la filière bois qui lui sont confiées par le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier;

4° réaliser toutes les missions concernant l'agriculture, l'agroalimentaire et l'alimentation qui lui sont confiées par le décret du 27 mars 2014 relatif au Code wallon de l'Agriculture.

§ 2. Le pôle "Ruralité" est composé de seize membres permanents désignés par le Gouvernement selon la répartition suivante :

1° deux représentants des interlocuteurs sociaux, sur proposition du Conseil économique et social de Wallonie;

2° deux représentants des associations environnementales reconnues en vertu du Code de l'Environnement;

3° deux représentants des pouvoirs locaux, sur proposition de l'Union des Villes et Communes de Wallonie;

4° deux représentants sur proposition des associations agricoles wallonnes dont un membre siégeant dans la section "Agriculture, Agroalimentaire et Alimentation";

5° deux représentants sur proposition des associations forestières et de la filière bois, dont un membre siégeant dans la section "Forêt et Filière bois";

6° deux représentants des associations de propriétaires privés ruraux;

7° un représentant des associations des propriétaires publics;

8° le président de la section "Pêche" ou son représentant;

9° le président de la section "Chasse" ou son représentant;

10° le président de la section "Nature" ou son représentant.

Un représentant de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie assiste aux réunions du pôle avec voix consultative.

Les membres permanents siègent en présence d'une des sections visées aux paragraphes 3 à 7.

§ 3. En cas de dossier relatif à la conservation de la nature, siège au sein du pôle avec voix consultative, la section "Nature", composée de dix membres additionnels, dont au minimum un membre germanophone, qui sont désignés par le Gouvernement selon la répartition suivante :

1° six membres issus des Universités actives en Région wallonne reconnues à l'article 10 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, des institutions de l'enseignement supérieur non universitaire actives en Région wallonne reconnues à l'article 11 du même décret ou des Centres de recherche agréés actifs en Région wallonne tels que définis à l'article 10, alinéa 1^{er}, point 1, du décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie, et qui peuvent être proposés par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur et dont les programmes d'études ou de recherches touchent aux disciplines ou aux domaines suivants :

a) le règne végétal;

b) le règne animal;

c) la connaissance et la gestion du milieu naturel;

2° quatre représentants issus des Fédérations, des Associations ou des Organisations non-gouvernementales, ayant pour objet la conservation de la nature et la protection de l'environnement, dont les attributions ou les compétences exercées sur l'ensemble du territoire wallon ou sur une partie importante de ce territoire concernent les aspects ou thèmes indicatifs suivants : la sauvegarde de la biodiversité, la gestion des sites naturels protégés, l'éducation à la conservation de la nature, le développement des parcs naturels, la formation des guides nature.

§ 4. En cas de dossier relatif à la chasse, siège au sein du pôle avec voix consultative, la section "Chasse", composée de dix-huit membres additionnels désignés par le Gouvernement selon la répartition suivante :

1° seize représentants, dont au minimum un membre germanophone, des différentes zones cynégétiques, des différents modes de chasse et des associations ou groupements les plus représentatifs du monde de la chasse;

2° deux représentants issus des Universités actives en Région wallonne reconnues à l'article 10 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, des institutions de l'enseignement supérieur non universitaire actives en Région wallonne reconnues à l'article 11 du même décret ou des Centres de recherche agréés actifs en Région wallonne tels que définis à l'article 10, alinéa 1^{er}, point 1, du décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie, dont les programmes d'études ou de recherches touchent aux disciplines ou domaines de la chasse et du gibier et qui peuvent être proposés par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur.

Les membres visés au 1° sont titulaires d'un permis de chasse délivré en Région wallonne.

§ 5. En cas de dossier relatif à la pêche, siège au sein du pôle avec voix consultative, la section "Pêche", composée de vingt membres additionnels désignés par le Gouvernement selon la répartition suivante :

1° seize représentants des associations de pêcheurs dont au minimum un membre germanophone;

2° deux représentants des pisciculteurs;

3° deux représentants issus des Universités actives en Région wallonne reconnues à l'article 10 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, des institutions de l'enseignement supérieur non universitaire actives en Région wallonne reconnues à l'article 11 du même décret ou des Centres de recherche agréés actifs en Région wallonne tels que définis à l'article 10, alinéa 1^{er}, point 1, du décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie, dont les programmes d'études ou de recherches touchent aux disciplines ou domaines de la pêche et la biologie des poissons et qui peuvent être proposés par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur.

Les membres visés au 1° sont titulaires d'un permis de pêche délivré en Région wallonne.

§ 6. En cas de dossier relatif à la forêt ou à la filière bois, siège au sein du pôle avec voix consultative, la section "Forêt et Filière bois", composée de quatorze membres additionnels, dont au minimum un membre germanophone, désignés par le Gouvernement selon la répartition suivante :

1° deux représentants des interlocuteurs sociaux, sur proposition du Conseil économique et social de Wallonie;

2° six représentants des associations de la filière bois;

3° deux membres issus des Universités actives en Région wallonne reconnues à l'article 10 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, organisant la formation des ingénieurs dans le domaine de la nature et des forêts, et qui peuvent être proposés par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur;

4° deux représentants des associations relatives à la fonction socio-récréative de la forêt;

5° deux représentants des associations d'entrepreneurs de travaux forestiers.

Un représentant d'une association germanophone de la filière bois assiste aux réunions de la section avec voix consultative.

§ 7. En cas de dossier relatif à l'agriculture, à l'agroalimentaire et à l'alimentation, siège au sein du pôle avec voix consultative, la section "Agriculture, Agroalimentaire et Alimentation", composée de vingt membres additionnels désignés par le Gouvernement selon la répartition suivante :

1° deux représentants des interlocuteurs sociaux, sur proposition du Conseil économique et social de Wallonie;

2° huit représentants sur proposition des associations agricoles wallonnes dont au minimum un membre germanophone;

3° six représentants sur proposition des associations professionnelles du secteur de l'agro-alimentaire et de la distribution;

4° deux représentants des consommateurs, sur proposition des associations représentatives des consommateurs;

5° deux membres issus des Universités actives en Région wallonne et reconnues à l'article 10 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, de l'enseignement supérieur non universitaire reconnues aux articles 11 à 13 du même décret ou des Centres de recherche agréés tels que définis à l'article 10, alinéa 1^{er}, point 1, du décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie, dont les programmes d'études ou de recherches touchent aux disciplines ou aux domaines de l'agriculture, l'agroalimentaire et l'alimentation et qui peuvent être proposés par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur.

§ 8. Le Gouvernement désigne, pour chacune des sections visées aux paragraphes 3 à 7, un président chargé de présider les réunions du pôle "Ruralité". »

Art. 10. Dans le même chapitre I^{er}/1, il est inséré un article 2/7 rédigé comme suit :

« Art. 2/7. § 1^{er}. Le pôle "Energie" est chargé des missions visées à l'article 51, § 1^{er}, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et des missions visées à l'article 44 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz.

§ 2. La composition du pôle "Energie" est fixée à l'article 51, § 2, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité. »

Art. 11. Dans le même chapitre I^{er}/1, il est inséré un article 2/8 rédigé comme suit :

« Art. 2/8. § 1^{er}. Le pôle "Logement" est chargé des missions visées à l'article 200 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable.

§ 2. La composition du pôle "Logement" est fixée à l'article 200 du même Code. ».

Art. 12. Dans le même chapitre I^{er}/1, il est inséré un article 2/9 rédigé comme suit :

« Art. 2/9. Les mesures suivantes s'appliquent aux pôles visés aux articles 2/2 à 2/8 :

1° les demandes d'avis des Ministres fonctionnels mandatés par le Gouvernement sont adressées au Conseil économique et social de Wallonie.

Les demandes d'avis mentionnent le ou les pôles avec, le cas échéant, l'identification additionnelle de la section concernée dont l'avis est sollicité, sans préjudice de l'article 4, § 2, du décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui regarde le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de Wallonie.

Les demandes d'avis d'initiative parlementaire doivent être formulées par une décision d'une commission du Parlement.

Elles sont adressées au Conseil économique et social de Wallonie. Elles indiquent le ou les pôles avec, le cas échéant, l'identification additionnelle de la section concernée, dont l'avis est sollicité.

Le Conseil économique et social de Wallonie sollicite et transmet l'avis du ou des pôles concernés. Une copie de l'avis est également adressée au Gouvernement.

Le Conseil économique et social de Wallonie sollicite et transmet l'avis du ou des pôles, tels qu'identifiés par le Gouvernement;

2° les pôles peuvent se réunir conjointement dans le cadre d'une procédure d'avis;

3° sauf disposition contraire dûment motivée et prévue expressément par le Gouvernement, aucun jeton de présence n'est alloué à titre d'indemnité aux membres des pôles.

Les indemnités auxquelles ils peuvent prétendre à ce titre sont à charge de la dotation du Conseil économique et social de Wallonie;

4° les mesures prévues par le décret du 27 mars 2014 visant à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs s'appliquent aux pôles;

5° les avis des pôles sont publiés sur le site du Conseil économique et social de Wallonie. ».

Art. 13. Dans le même chapitre I^{er}/1, il est inséré un article 2/10 rédigé comme suit :

« Art. 2/10. Les frais de fonctionnement des pôles sont à charge de la dotation du Conseil économique et social de Wallonie octroyée par le Gouvernement et ce, sans préjudice des règles prévues par le décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui regarde le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de Wallonie. ».

Art. 14. Dans le même décret, il est inséré un chapitre I^{er}/2 intitulé "De la fonction consultative des pouvoirs locaux".

Art. 15. Dans le chapitre I^{er}/2, inséré par l'article 14, il est inséré un article 2/11 rédigé comme suit :

« Art. 2/11. Est soumis à l'avis de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie :

1° tout avant-projet de décret ainsi que tout avant-projet d'arrêté du Gouvernement wallon susceptibles d'influencer les finances ou la gestion des villes et communes, à l'exception des projets de décrets relatifs au budget général des recettes et au budget général des dépenses de la Région wallonne;

2° les propositions de décrets susceptibles d'influencer les finances ou la gestion des villes et communes, lorsque le Parlement le requiert;

3° tout projet de circulaire relative aux villes et communes. »

Art. 16. Dans le même chapitre I^{er}/2, il est inséré un article 2/12 rédigé comme suit :

« Art. 2/12. Est soumis à l'avis de la Fédération des Centres publics d'action sociale de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie :

1° tout avant-projet de décret ainsi que tout avant-projet d'arrêté du Gouvernement wallon susceptibles d'influencer les finances ou la gestion des Centres publics d'action sociale, à l'exception des projets de décrets relatifs au budget général des recettes et au budget général des dépenses de la Région wallonne;

2° les propositions de décrets susceptibles d'influencer les finances ou la gestion des Centres publics d'action sociale, lorsque le Parlement le requiert;

3° tout projet de circulaire relative aux Centres publics d'action sociale. »

Art. 17. Dans le même chapitre I^{er}/2, il est inséré un article 2/13 rédigé comme suit :

« Art. 2/13. Est soumis à l'avis de l'Association des provinces wallonnes :

1° tout avant-projet de décret ainsi que tout avant-projet d'arrêté du Gouvernement wallon susceptibles d'influencer les finances ou la gestion des provinces, à l'exception des projets de décrets relatifs au budget général des recettes et au budget général des dépenses de la Région wallonne;

2° les propositions de décrets susceptibles d'influencer les finances ou la gestion des provinces, lorsque le Parlement le requiert;

3° tout projet de circulaire relative aux provinces. »

Art. 18. Dans le même chapitre I^{er}/2, il est inséré un article 2/14 rédigé comme suit :

« Art. 2/14. L'article 2, § 1^{er}, 10°, s'applique aux organismes visés aux articles 2/11 à 2/13. »

Art. 19. Les articles 3 à 7 du même décret sont abrogés.

Art. 20. Au chapitre II du même décret, la section 2, comportant l'article 9, est abrogée.

Art. 21. Au chapitre II du même décret, la section 3, comportant l'article 10, est abrogée.

Art. 22. Au chapitre II du même décret, la section 5, comportant les articles 15 à 24, est abrogée.

Art. 23. Au chapitre III du même décret, la section 1^{re}, comportant les articles 40 à 42, est abrogée.

Art. 24. A l'article 43 du même décret, les mots "visés par le présent décret" sont remplacés par les mots "visés à l'article 1^{er}, 3^o".

CHAPITRE II. — Dispositions modificatives relatives à la fonction consultative

Section 1^{re}. — Modifications relatives à l'instauration du pôle "Politique scientifique"

Art. 25. Dans l'article 1^{er} du décret du 4 décembre 2003 relatif à la création de l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est abrogé;

2° au 4°, les mots "visés à l'article 5" sont remplacés par les mots "visés à l'article 17/1".

Art. 26. Dans le même décret, le chapitre II, comprenant les sections 1^{re} à 3 et les articles 2 à 7, est abrogé.

Art. 27. Dans le même décret, il est inséré, après l'article 17, un chapitre III/1, intitulé "Des observatoires".

Art. 28. Dans le chapitre III/1, inséré par l'article 27, il est inséré un article 17/1 rédigé comme suit :

« Art. 17/1. L'Institut peut être assisté dans sa tâche par des observatoires dont la liste est arrêtée par le Gouvernement.

Un observatoire est un conseil scientifique sectoriel chargé d'éclairer le Ministre compétent et le Gouvernement dans un domaine d'activité spécifique.

L'Institut peut solliciter des contributions de la part des observatoires. »

Art. 29. Dans le même chapitre III/1, il est inséré un article 17/2 rédigé comme suit :

« Art. 17/2. Sans préjudice des missions qui leur sont confiées par arrêté, les missions des observatoires visés à l'article 17/1, alinéa 1^{er}, consistent dans le cadre du présent décret à :

1° établir et tenir à jour un ensemble d'indicateurs statistiques relatifs à leur domaine d'activité, de manière à permettre une analyse prévisionnelle de l'évolution de celui-ci;

2° assurer une diffusion permanente de l'information traitée;

3° réaliser ou faire réaliser différentes évaluations dans leur domaine d'activité;

4° émettre des avis sur les questions à caractère scientifique à l'attention du Gouvernement comme de l'Institut. »

Art. 30. Dans le même chapitre III/1, il est inséré un article 17/3 rédigé comme suit :

« Art. 17/3. Chaque observatoire est assisté par une cellule sectorielle spécialisée à l'intérieur de l'Institut, chargée de réaliser les études sectorielles définies dans leur programme d'activités ainsi que d'assurer le secrétariat de l'observatoire. »

Art. 31. Dans le même décret, les mots "Section 6 - Dispositions finales" sont remplacés par les mots "Chapitre III/2 - Dispositions finales".

Art. 32. Dans l'article 61, alinéa 4, du décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie, les mots "Conseil de la Politique scientifique" sont remplacés par les mots « pôle "Politique scientifique" ».

Art. 33. Dans l'article 15 du décret du 28 novembre 2013 portant création de l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation, en abrégé : A.E.I, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots "Conseil wallon de la Politique scientifique" sont remplacés par les mots « pôle "Politique scientifique" »;

2° l'alinéa 2 est complété comme suit "en ce qui concerne le Conseil et dans un délai de quarante-cinq jours en ce qui concerne le Pôle";

3° à l'alinéa 3, les mots "de ces Conseils" sont remplacés par les mots "de ce Conseil et de ce Pôle".

Art. 34. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 novembre 1990 portant création d'un Conseil de la Politique scientifique en Région wallonne, modifié par les arrêtés des 1^{er} juillet 1993, 6 février 2003 et 30 avril 2009, est abrogé.

Section 2. — Modifications relatives à l'instauration du pôle "Mobilité"

Art. 35. L'article 33bis du décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, inséré par le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, est abrogé.

Art. 36. Dans le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locale, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'article 2, 2°, est remplacé comme suit :

« Pôle "Mobilité" : le pôle institué à l'article 2/3 du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative »;

2° à l'article 4, § 2, la phrase "La commission régionale est informée régulièrement de l'avancement des travaux et peut à tout moment formuler les suggestions qu'elle juge utiles" est remplacé comme suit :

« Le pôle "Mobilité" est informé régulièrement de l'avancement des travaux et peut à tout moment formuler les suggestions qu'il juge utiles »;

3° aux articles 6, § 2, alinéa 1^{er}, 7, 11 et 28, les mots "de la commission régionale" sont remplacés par les mots « du pôle "Mobilité" »;

4° à l'article 6, § 2, alinéa 2, les mots "la commission régionale" sont remplacés par les mots « le pôle "Mobilité" »;

5° à l'article 11, les mots "Les communes et la commission régionale" sont remplacés par les mots « Les communes et le pôle "Mobilité" »;

6° aux articles 21 et 29, les mots "à la commission régionale" sont remplacés par les mots « au pôle "Mobilité" ».

Art. 37. L'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juillet 1993 instituant un Comité consultatif des transports publics de personnes par route, modifié par l'arrêté du 30 octobre 1993, est abrogé.

Section 3. — Modifications relatives à l'instauration du pôle "Environnement"

Sous-section 1^{re}. — Modifications du Livre Ier et du Livre II du Code de l'Environnement

Art. 38. Dans le Livre I^{er} Code de l'Environnement, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'article D.6, du même Livre, remplacé par le décret du 31 mai 2007 et modifié par le décret du 22 juillet 2010, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° pôle "Environnement" : le pôle visé à l'article 2/4 du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative; »;

2° l'article D.7 du même Livre est abrogé;

3° l'article D.8 du même Livre est remplacé par ce qui suit :

« D.8. Le pôle "Environnement" a pour mission de réaliser les tâches qui lui sont confiées par les articles 30 à 48 et les articles 49 à 81. »;

4° l'article D.9 du même Livre est abrogé;

5° dans l'article D.20.3, § 1^{er}, 4°, du même Livre, inséré par le décret du 16 mars 2006, les mots "par le CWEDD" sont remplacés par les mots « par le pôle "Environnement" »;

6° dans l'article D.28-17, § 3, du même Livre, inséré par le décret du 23 janvier 2014, le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° un représentant du pôle "Environnement"; »;

7° dans l'article D.35 du même Livre, les mots "le CWEDD visé à l'article 7" sont remplacés par les mots « le pôle "Environnement" » et les mots "Le CWEDD" sont remplacés par les mots « Le pôle "Environnement" »;

8° dans les articles D.36, D.38, D.42, D.53, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2, alinéas 1^{er} et 2, du même Livre, les mots "le CWEDD" sont chaque fois remplacés par les mots « le pôle "Environnement" »;

9° dans les articles D.56, § 4, alinéa 1^{er}, et D.57, § 3, du même Livre, les mots "au CWEDD" sont chaque fois remplacés par les mots « au pôle "Environnement" »;

10° à l'article D. 70, alinéa 1^{er}, du même Livre, modifié par le décret du 31 mai 2007, est abrogée la phrase "Le CWEDD doit être consulté avant tout retrait d'agrément, de même que la Commission régionale d'aménagement du territoire dans le cas d'une étude d'incidences relative à un plan d'aménagement visé à l'article 1^{er} du CWATUP lorsque l'étude d'incidences de qualité manifestement médiocre est relative à un plan d'aménagement ou à un projet d'aménagement du territoire, d'urbanisme ou d'infrastructure.";

11° dans l'article D.72 du même Livre, modifié par le décret du 31 mai 2007, les mots "Le CWEDD" sont chaque fois remplacés par les mots « Le pôle "Environnement" »;

12° dans l'article D.86, § 3, alinéa 1^{er}, modifié par le décret du 27 octobre 2011, du même Livre, la phrase "L'avis de la Commission régionale des déchets, du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable et de la Commission consultative de l'eau est sollicité lorsque les projets de conventions environnementales concernent des matières relevant de leur domaine d'intervention." est remplacée par la phrase « L'avis du pôle "Environnement" est sollicité lorsque les projets de conventions environnementales concernent des matières relevant de son domaine d'intervention. »

Art. 39. Dans le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'article D.2 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, le 12° est abrogé;

2° dans la Partie I^{re}, Titre III, du même Livre, le chapitre I^{er}, comprenant l'article D.3, est abrogé;

3° dans l'article D.11, § 5, du même Livre, la phrase "Elle informe régulièrement la commission consultative de l'eau des résultats de ses travaux ou de ses études." est remplacée par la phrase « Elle informe régulièrement le pôle "Environnement" des résultats de ses travaux ou de ses études. »;

4° dans l'article D.22, § 10, du même Livre, les mots "de la commission consultative de l'eau" sont remplacés par les mots « du pôle "Environnement" »;

5° dans les articles D.26, § 4, D.27, § 4, et D.28, § 4, du même Livre, les mots "le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" sont chaque fois remplacés par les mots « le pôle "Environnement" » et les mots "la commission consultative de l'eau" sont abrogés;

6° à l'article D.156 du même Livre, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots "de la commission consultative de l'eau" sont remplacés par les mots « du pôle "Environnement" »;

b) dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 4, les mots "de la même commission" sont remplacés par les mots « du pôle "Environnement" »;

c) dans le paragraphe 2, les mots "de la commission consultative de l'eau" sont remplacés par les mots « du pôle "Environnement" ».

Sous-section 2. — Modifications diverses

Art. 40. Aux articles 14, § 1^{er}, alinéa 2, § 2, alinéa 1^{er}, § 3 et § 4, alinéa 3, 17, § 1^{er}, alinéa 2, § 3 et § 4, alinéa 3, 18^{ter}, § 2, alinéa 2, 33, § 3, alinéa 1^{er}, et § 4, alinéa 7, 42, alinéa 4, 43, § 4, alinéa 1^{er}, 44, alinéa 7, 46, § 2, alinéa 1^{er}, 50, § 2, alinéas 2 et 3, 51, § 3, alinéa 1^{er}, 52, § 3, alinéa 4, 136^{bis}, § 2, alinéa 1^{er}, et 6, 168, alinéa 2, 169, § 2, alinéa 1^{er}, et 256/5, alinéa 1^{er}, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, les mots "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" sont chaque fois remplacés par les mots « Pôle "Environnement" ».

Art. 41. Dans l'article 3 du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation de terrils, modifié par le décret du 6 novembre 2008, les mots "et après avis de la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire" sont remplacés par les mots « et après avis du pôle "Environnement" ».

Art. 42. Dans le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le chapitre VII, la section 2, comportant l'article 33, est abrogée;

2° l'article 71 est abrogé.

Art. 43. Dans l'article 19, § 2, alinéa 2, 2°, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, modifié par le décret du 6 novembre 2008, les mots "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" sont remplacés par les mots « Pôle "Environnement" ».

Art. 44. Dans l'article 18, alinéa 1^{er}, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, les mots "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" sont remplacés par les mots « Pôle "Environnement" ».

Art. 45. Dans le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locale, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'article 2, 5°, est remplacé par ce qui suit : « Pôle "Environnement" : le pôle institué à l'article 2/4 du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative »;

2° aux articles 6, § 2, 28, alinéa 1^{er}, 29, alinéa 2, et 31, alinéa 3, les mots "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" sont chaque fois remplacés par les mots « pôle "Environnement" ».

Art. 46. Dans l'article 3, 1°, alinéa 2, du décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable, les mots "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" et l'abrégié "CWEDD" sont remplacés par les mots « Pôle "Environnement" ».

Art. 47. Dans les articles 13, § 3, et 19, § 5, alinéa 1^{er}, du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales, les mots "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" sont chaque fois remplacés par les mots « Pôle "Environnement" ».

Art. 48. L'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 1996 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission des déchets est abrogé.

Section 4. — Modifications relatives à l'instauration du pôle "Ruralité"

Art. 49. Dans la loi du 28 février 1882 sur la chasse, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'article 1^{er}, § 1^{er}, 3°, est remplacé par ce qui suit :

« Le pôle "Ruralité", section "Chasse", visé à l'article 2/6, §§ 1^{er}, 2 et 4, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative; »;

2° l'article 1^{er}, § 2, est abrogé;

3° dans les articles 1^{er}*ter*, 1^{er}*quater*, 1^{er}*quinquies*, 1^{er}*sexies*, 2, 7, 9, 9*bis*, 10, 12, 12*bis*, 12*ter* et 30*ter*, les mots "Conseil" sont chaque fois remplacés par les mots « pôle "Ruralité", section "Chasse" ».

Art. 50. Dans la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'article 16, les mots « Conseil supérieur de la Conservation de la Nature visé à l'article 32 » sont remplacés par les mots « pôle "Ruralité", section "Nature", visé à l'article 2/6, §§ 1^{er}, 2 et 3, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative »;

2° dans l'article 16, le mot "Conseil" est remplacé par le mot « pôle "Ruralité", section "Nature" »;

3° dans les articles 17, 30, 33, 56, § 3, 58quinquies, les mots "Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature" sont chaque fois remplacés par les mots « pôle "Ruralité", section "Nature" »;

4° dans l'article 33, alinéa 2, les mots "Le Conseil et chacune des chambres émettent" sont remplacés par les mots « Le Pôle "Ruralité", section "Nature" émet »;

5° dans l'article 33, alinéa 3, les mots "le Conseil supérieur" sont remplacés par les mots « Pôle "Ruralité", section "Nature" »;

6° dans l'article 33, alinéa 5, les mots "Conseil supérieur de la Chasse" sont remplacés par les mots « Pôle "Ruralité", section "Chasse" »;

7° dans l'article 33, alinéa 6, les mots "Conseil supérieur des Forêts" sont remplacés par les mots « Pôle "Ruralité", section "Forêt et Filière bois" »;

8° dans l'article 33, alinéa 7, les mots "Conseil supérieur de l'Agriculture" sont remplacés par les mots « Pôle "Ruralité", section "Agriculture, Agroalimentaire et Alimentation" »;

9° dans les articles 36 et 37, les mots "Conseil supérieur de la Conservation de la Nature ou de la chambre compétente de ce conseil" sont chaque fois remplacés par les mots « Pôle "Ruralité", section "Nature" »;

10° au chapitre IX, l'intitulé de la section 1 est remplacé par ce qui suit :

« Pôle "Ruralité", section "Nature" »;

11° l'article 52 de la même loi, inséré par le décret du 11 avril 1984, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 52. Le pôle "Ruralité", section "Nature", visé à l'article 2/6, §§ 1^{er}, 2 et 3, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, exerce en Région wallonne, les attributions dévolues par les chapitres II à VI au Conseil supérieur de la Conservation de la Nature et à sa Chambre wallonne, institués par l'article 32, excepté en ce qui concerne l'exécution de l'article 5, alinéa premier. »;

12° l'article 53, inséré par le décret du 11 avril 1984, est abrogé;

13° dans l'article 54, inséré par le décret du 11 avril 1984, les mots "Conseil supérieur wallon" sont remplacés par les mots « pôle "Ruralité", section "Nature" ».

Art. 51. Dans le décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans les articles 4, § 3, 17, § 5, et 20, les mots "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" sont remplacés par les mots « pôle "Ruralité", section "Nature" »;

2° l'intitulé du chapitre V, modifié par le décret du 3 juillet 2008, est remplacé par ce qui suit :

« Consultation du pôle "Ruralité", section "Nature" ».

Art. 52. Dans le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'article D.27, § 4, modifié par le décret du 27 mars 2014, les mots "le Conseil supérieur wallon de la Pêche tel qu'institué par l'article 24 du même décret" sont remplacés par les mots « le pôle "Ruralité", section "Pêche", visé à l'article 2/6, §§ 1^{er}, 2 et 5, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative »;

2° dans l'article D.28, § 4, modifié par le décret du 27 mars 2014, les mots "le Conseil supérieur wallon de la Pêche tel qu'institué par l'article 24 du même décret" sont remplacés par les mots « le pôle "Ruralité", section "Pêche", visé à l'article 2/6, §§ 1^{er}, 2 et 5, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative ».

Art. 53. Dans le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'intitulé du titre II est remplacé par ce qui suit :

« Pôle "Ruralité", section "Forêt et Filière bois" »;

2° l'article 6 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Le pôle "Ruralité", section "Forêt et Filière bois", visé à l'article 2/6, §§ 1^{er}, 2 et 6, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, est chargé des missions qui lui sont attribuées par ou en vertu du présent Code.

Il a en outre pour mission de donner un avis, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, sur toutes les questions d'intérêt général relatives aux bois et forêts et à la filière bois »;

3° dans les articles 7 et 60, les mots "Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois" sont chaque fois remplacés par les mots « pôle "Ruralité", section "Forêt et Filière bois" »;

4° dans l'article 64 du même décret, les mots "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" sont chaque fois remplacés par les mots « pôle "Ruralité", section "Nature" ».

Art. 54. Dans le décret du 27 mars 2014 relatif au Code wallon de l'Agriculture, les modifications suivantes sont apportées :

1° au titre III, l'intitulé du chapitre I^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Pôle "Ruralité", section "Agriculture, Agroalimentaire et Alimentation" »;

2° l'article D.64 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.64. Le pôle "Ruralité", section "Agriculture, Agroalimentaire et Alimentation", visé à l'article 2/6, §§ 1^{er}, 2 et 7, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, a pour mission de donner son avis sur toute question de politique générale ou sur les projets de décrets et d'arrêtés relatifs à l'agriculture que lui soumet le Gouvernement ou le Comité stratégique de l'agriculture en matière d'agriculture, d'agroalimentaire ou d'alimentation.

Le pôle "Ruralité", section "Agriculture, Agroalimentaire et Alimentation" peut rendre un avis d'initiative concernant toute question relative à ces sujets. »;

3° les articles D.65, D.66 et D.67 du même décret sont abrogés;

4° dans les articles D.83, D.85, D.90 du même décret, les mots "Conseil supérieur wallon de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de l'Alimentation" sont chaque fois remplacés par les mots « pôle "Ruralité", section "Agriculture, Agroalimentaire et Alimentation" ».

Art. 55. Dans le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'article 2, 5°, est remplacé par ce qui suit :

« "Pôle "Ruralité", section "Pêche" » : le pôle "Ruralité", section "Pêche" visé à l'article 2/6, §§ 1^{er}, 2 et 5, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative »;

2° dans les articles 1^{er}, 7, § 2, 8, § 2, 9, alinéa 1^{er}, 10, §§ 1^{er} à 4, 13, 14, § 1^{er}, 15, 17, 23, 27, 28, § 1^{er}, 29 et 31, les mots "Conseil" sont remplacés par les mots « pôle "Ruralité", section "Pêche" »;

3° au chapitre IV, la section 3, comprenant les articles 24 à 26, est abrogée.

Art. 56. L'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 1995 fixant le fonctionnement et les modalités de consultation du Conseil supérieur wallon de la Chasse est abrogé.

Art. 57. L'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 1995 relatif à la consultation simultanée du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, du Conseil supérieur wallon de la Pêche et du Conseil supérieur wallon de la Chasse est abrogé.

Art. 58. L'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juin 2006 fixant la composition et le fonctionnement du Conseil supérieur wallon de la Pêche, modifié par l'arrêté du 12 juillet 2007, est abrogé.

Section 5. — Modifications relatives à l'instauration du pôle "Energie"

Art. 59. Dans le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'intitulé du chapitre XII est remplacé par ce qui suit :

« Pôle "Energie" ».

Art. 60. L'article 51 du même décret, remplacé par le décret du 11 avril 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 51. § 1^{er}. Le pôle "Energie" visé à l'article 2/7 du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative a pour missions :

1° de remettre des avis, de formuler des observations, des suggestions, des propositions ou des recommandations, à la demande du Gouvernement ou d'initiative, portant, d'une part, sur des notes d'orientation du Gouvernement ou sur des textes à portée générale ou stratégique et, d'autre part, sur des avant-projets de décrets ou d'arrêtés à portée réglementaire qui concernent la matière de l'énergie;

2° de remettre, à la demande de la CWAPE ou de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie, un avis sur toute question qui lui est soumise par ces dernières.

§ 2. Le pôle "Energie" est composé de vingt-deux membres désignés par le Gouvernement, après appel à manifestation d'intérêt, selon la répartition suivante :

1° six représentants des interlocuteurs sociaux, sur proposition du Conseil économique et social de Wallonie;

2° deux représentants des consommateurs résidentiels et un représentant des gros consommateurs;

3° deux représentants des pouvoirs locaux et un représentant des C.P.A.S, sur proposition respectivement de l'Union des Villes et Communes de Wallonie et de la Fédération des C.P.A.S.;

4° un représentant des associations environnementales reconnues en vertu du Code de l'Environnement et un représentant des associations actives dans le domaine de l'énergie;

5° quatre représentants des producteurs, dont un représentant des producteurs centralisés, un représentant des producteurs d'énergie renouvelable, un représentant des producteurs d'énergie à partir de cogénération de qualité et un représentant des auto-producteurs;

6° trois représentants des gestionnaires des réseaux de transport local et de distribution;

7° deux représentants des fournisseurs de gaz et d'électricité.

Pour la mission visée à l'article 51, § 1^{er}, 1°, les membres visés à l'article 51, § 2, 1°, 2°, 3° et 4°, siègent avec voix délibérative et les membres visés à l'article 51, § 2, 5°, 6° et 7°, siègent avec voix consultative.

Pour la mission visée à l'article 51, § 1^{er}, 2°, l'ensemble des membres siège avec voix délibérative.

§ 3. Le président du pôle "Energie" est désigné par le Gouvernement parmi les représentants visés au paragraphe 2, 3°.

§ 4. Le président ou un directeur de la CWaPE et le représentant de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie assistent aux réunions avec voix consultative. »

Art. 61. Dans l'article 51bis du même décret, le 11°, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 11 avril 2014, est abrogé.

Art. 62. Dans les articles 13 et 64 du même décret, les mots "Conseil général" sont chaque fois remplacés par les mots « pôle "Energie". »

Art. 63. Dans le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'article 14, alinéa 1^{er}, les mots "conseil général" sont remplacés par les mots « pôle "Energie" »;

2° dans le chapitre XI, l'intitulé est remplacé par ce qui suit :

« Pôle "Energie";

3° dans l'article 44, modifié par le décret du 21 mai 2015, les mots "Le Conseil général instauré par" sont remplacés par les mots « Le pôle "Energie" visé à »;

4° dans l'article 75, les mots "Conseil général" sont remplacés par les mots « pôle "Energie" ».

Section 6. — Modifications relatives à l'instauration du pôle "Logement"

Art. 64. Dans l'article 161, § 2, alinéa 1^{er}, du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, remplacé par le décret du 30 mars 2006, les mots "Conseil supérieur du Logement" sont remplacés par les mots « pôle "Logement" ».

Art. 65. Dans le même Code, au titre III, l'intitulé du chapitre VII est remplacé par ce qui suit :

« Du pôle "Logement" ».

Art. 66. L'article 200 du même Code, remplacé par le décret du 15 mai 2003 et modifié par les décrets des 23 novembre 2006 et 22 juillet 2010, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 200. § 1^{er}. Le pôle "Logement" visé à l'article 2/8 du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative est chargé :

1° d'évaluer l'état du marché du logement, la qualité et la quantité des logements;

2° d'élaborer des analyses prévisionnelles permettant d'anticiper les besoins en logement;

3° de constituer des bases de données contenant des informations sur le logement et sur la politique du logement;

4° d'élaborer et de publier des études et des diagnostics;

5° de contribuer au développement et à la diffusion des connaissances en matière de logement, en menant des activités de recherche sur des thèmes qu'il détermine ou déterminées par le Gouvernement;

6° de remettre des avis, de formuler des observations, des suggestions, des propositions ou des recommandations, à la demande du Gouvernement ou d'initiative, portant, d'une part, sur des notes d'orientation du Gouvernement ou sur des textes à portée générale ou stratégique et, d'autre part, sur des avant-projets de décrets ou d'arrêtés à portée réglementaire qui concernent la matière du logement.

§ 2. Le pôle "Logement" est composé de trente-deux membres désignés par le Gouvernement selon la répartition suivante :

1° huit représentants des interlocuteurs sociaux, sur proposition du Conseil économique et social de Wallonie;

2° huit représentants du secteur résidentiel dont un représentant des locataires, un représentant des propriétaires, un représentant des notaires, un représentant des architectes, deux représentants du monde associatif dont le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, un représentant des associations actives dans le secteur des aînés et un représentant des organisations représentatives de l'environnement;

3° trois représentants des pouvoirs locaux, dont deux sur proposition de l'Union des Villes et Communes de Wallonie et un sur proposition de la Fédération des C.P.A.S;

4° deux représentants d'organismes à finalité sociale visés au Chapitre VI du Titre III;

5° deux représentants des sociétés de logement de service public;

6° trois membres issus des Universités actives en Région wallonne reconnues à l'article 10 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, dont les programmes d'études ou de recherches touchent à la politique du logement, et qui peuvent être proposés par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur;

7° six représentants des opérateurs de mise en œuvre du droit au logement créés par le Code wallon du Logement dont deux représentants de la Société wallonne du Logement, deux représentants de la Société wallonne du Crédit social, deux représentants du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie.

Un représentant du Département du Logement de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie assiste aux réunions du pôle avec voix consultative. »

Section 7. — Modifications relatives aux pouvoirs locaux

Art. 67. Dans l'article 30, § 3, 3°, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, les mots "le Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" sont remplacés par les mots "l'Union des Villes et Communes de Wallonie".

Art. 68. Le décret du 1^{er} juillet 1993 portant création d'un Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, modifié par le décret du 11 décembre 2013, est abrogé.

Art. 69. Le décret du 9 décembre 1993 interprétant les articles 2 et 3 du décret du 1^{er} juillet 1993 portant création d'un Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, est abrogé.

Art. 70. Dans l'article 6, alinéa 2, 6°, du décret du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local, les mots "le Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" sont remplacés par les mots "l'Union des Villes et Communes de Wallonie".

Art. 71. Dans l'article D.86, alinéa 1^{er}, § 3, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, la phrase "L'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne est dans tous les cas sollicité" est abrogée.

Art. 72. Dans l'article 3, 1°, alinéa 2, du décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable, les mots "au Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" sont remplacés par les mots "à l'Union des Villes et Communes de Wallonie".

Art. 73. Dans l'article 29, § 2, 8°, du décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques, les mots "le Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" sont remplacés par les mots "l'Union des Villes et Communes de Wallonie".

Section 8. — Modifications diverses

Art. 74. L'article 190 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine est complété comme suit :

« , et ce, sans préjudice des règles de fonctionnement définies par le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative ».

Art. 75. L'article D.4, § 4, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau est complété comme suit :

« , et ce, sans préjudice des règles de fonctionnement définies par le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative ».

Art. 76. L'article 31 du décret du 23 janvier 2014 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des associations environnementales et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement et le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, est abrogé.

Art. 77. Dans l'article 33 du même décret, les nombres "28, 30" sont remplacés par "28 et 30" et les termes "et 31" sont abrogés.

Art. 78. Dans le décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'article 3, § 1^{er}, les mots "trente jours" sont remplacés par les mots "trente-cinq jours";

2° dans l'article 4, § 2, du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales, les mots "six ans" sont remplacés par les mots "cinq ans";

3° dans l'article 13, § 4, les mots "ou dans les trente-cinq jours" sont insérés entre les mots "quarante-cinq jours" et les mots "de la fin du délai" et les mots ", et ce, conformément aux règles prévues à l'article 2, 10°", du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative" sont insérés après les mots "enquête publique.";

4° dans l'article 40, les mots "trente jours" sont remplacés par les mots "trente-cinq jours" et les mots "ou soixante jours" sont remplacés par les mots "ou, par dérogation à l'article 2, § 1^{er}, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative en ce qui concerne l'Observatoire du commerce, soixante jours,".

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 79. L'article 1^{er}, 3°, s), cesse de produire ses effets lors de l'entrée en vigueur du décret du 20 juillet 2016 abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1^{er} à 128 et 129^{quater} à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, abrogeant les articles 1^{er} à 128 et 129^{quater} à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, et formant le Code du Développement territorial.

Art. 80. Le présent décret entre en vigueur nonante jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 81. L'article 1^{er}, 1°, d), l'article 2, d), et l'article 8, du présent décret entrent en vigueur le même jour que le décret du 20 juillet 2016 abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1^{er} à 128 et 129^{quater} à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, abrogeant les articles 1^{er} à 128 et 129^{quater} à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, et formant le Code du Développement territorial.

Art. 82. Les articles 11, 91, 1°, 93 à 98, 106 et 108, des dispositions finales du décret du 20 juillet 2016 abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1^{er} à 128 et 129^{quater} à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, abrogeant les articles 1^{er} à 128 et 129^{quater} à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, et formant le Code du Développement territorial précité sont abrogés.

Art. 83. Le Gouvernement prend toutes les mesures nécessaires relatives à l'exécution du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 16 février 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-Etre animal,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Energie,

C. LACROIX

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville et du Logement,

P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

—
Note

(1) *Session 2016-2017.*

Documents du Parlement wallon, 601 (2016-2017), n^{os} 1 à 17.

Compte rendu intégral, séance plénière du 15 février 2017.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/201834]

16. FEBRUAR 2017 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 2. November 2017 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion und verschiedener Bestimmungen bezüglich der Beratungsfunktion (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Abänderung des Dekrets vom 6. November 2008
zur Rationalisierung der Beratungsfunktion*

Artikel 1 - Artikel 1 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion, abgeändert durch die Dekrete vom 20. November 2008, 3. April 2009, 22. Juli 2010, 22. Dezember 2010, 23. Januar 2014, 27. März 2014 und 22. Januar 2015, wird durch Folgendes ersetzt:

«Artikel 1 - Die in Artikel 2 erwähnten bereichsübergreifenden Maßnahmen sind anwendbar:

1° auf die folgenden Pools:

- a) Pool "Wissenschaftspolitik";
- b) Pool "Mobilität";
- c) Pool "Umwelt";
- d) Pool "Raumordnung";
- e) Pool "Ländliche Angelegenheiten";
- f) Pool "Energie";
- g) Pool "Wohnungswesen";

2° auf die folgenden beratenden Kommissionen des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonie:

a) Königliche Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen ("Commission royale des monuments, sites et fouilles");

b) Wallonischer Rat für die Gleichstellung von Mann und Frau ("Conseil wallon de l'égalité entre les hommes et les femmes");

c) Wallonischer Rat der Sozialwirtschaft ("Conseil wallon de l'économie sociale");

d) Beobachtungsstelle für den Handel ("Observatoire du commerce");

e) Rat für Tourismus ("Conseil du tourisme");

f) Kontrollausschuss für Wasser ("Comité de contrôle de l'eau");

g) Beratungs- und Konzertierungsausschuss im Bereich der Arbeitsvermittlung ("Commission consultative et de concertation en matière de placement");

3° auf die folgenden technischen Einrichtungen, Zulassungseinrichtungen und gleichgestellten Einrichtungen:

a) Konzertierungsausschuss für die Binnenschifffahrt ("Comité de concertation de la navigation intérieure");

b) Regionalrat für die Ausbildung der Bediensteten der lokalen und provinziellen Verwaltungen der Wallonie ("Conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie");

c) die im Rahmen des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe eingerichtete Überwachungskommission;

d) den im Rahmen des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe eingerichteten Zulassungsausschuss;

e) Kommissionen für Schülertransport ("Commissions de déplacements scolaires");

f) Wallonischer Ausschuss für öffentliche Aufträge ("Commission wallonne des marchés publics");

g) Beratende Kommission für die Einsprüche im Bereich Städtebau ("Commission d'avis sur les recours en matière d'urbanisme");

h) Begutachtender Regionalausschuss für den Steinbruchbetrieb ("Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières");

i) Wissenschaftlicher Ausschuss für die Agrarnahrungsmittel ("Commission scientifique pour les produits agro-alimentaires");

j) Konzertierungs- und Überwachungsausschuss für die Agrarforschung ("Comité de concertation et de suivi de la recherche agronomique");

k) Sachverständigenausschuss für die individuelle Abwasserklärung ("Comité d'experts 'Epuration individuelle'");

l) Sachverständigenausschuss der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("Comité des experts de la Société publique de Gestion de l'Eau");

m) Beratungs- und Zulassungsausschuss der Sozialwirtschaftsunternehmen ("Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale");

n) Überwachungskommission der Vereinigungen für Innenstadtverwaltung ("Commission de suivi des associations de gestion centres-villes");

o) Rat für das Steuer- und Finanzwesen der Wallonie ("Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie");

p) Wallonischer hohener Rat für Verkehrssicherheit ("Conseil supérieur wallon de la Sécurité routière");

q) den durch das Dekret vom 23. Januar 2014 über die Anerkennung und die Bezuschussung der Umweltvereinigungen und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches eingerichteten Begleitausschuss;

r) Wallonischer Rat für das Wohlbefinden der Tiere ("Conseil wallon du bien-être des animaux");

s) Beratender Wallonischer Regionalausschuss für Raumordnung ("Commission régionale de l'aménagement du territoire")».

Art. 2 - In Artikel 2 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 23. Januar 2014 und 22. Januar 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 4 wird aufgehoben;

b) unter Ziffer 5 wird der Wortlaut "mit beratender Stimme an den Tagungen teilnehmen" durch "zu den Tagungen eingeladen werden" ersetzt;

c) unter Ziffer 8 wird der Wortlaut «Diese Regel ist nicht auf den "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" anwendbar, der durch das Dekret vom 1. Juli 1993 zur Errichtung eines hohen Rates der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region eingerichtet worden ist, und auch nicht auf den durch Artikel D28-17, § 2 des Buches I des Umweltgesetzbuches eingerichteten Begleitausschuss» durch "Diese Regel ist nicht auf den durch Artikel D28-17 § 2 des Buches I des Umweltgesetzbuches eingerichteten Begleitausschuss anwendbar" ersetzt;

d) unter Ziffer 10 wird die Wortfolge «Diese Regel ist nicht auf die "Commission consultative régionale de l'aménagement du territoire" anwendbar, die durch das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe eingerichtet worden ist» gestrichen;

e) unter Ziffer 10 werden ein Absatz 2 und ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«In Abweichung des vorangeführten Absatzes geben die in Artikel 1 Ziffer 1 erwähnten Einrichtungen ihr Gutachten binnen fünfundvierzig Tagen ab dem Eingang der vollständigen Akte des Begutachtungsantrags ab.

Die Absätze 1 und 2 finden keine Anwendung auf den in Artikel 1 Ziffer 1 Buchstabe d) genannten Pool "Raumordnung", die in Artikel 1 Ziffer 2 Buchstabe a) genannte Königliche Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen und die in Artikel 1 Ziffer 3 Buchstabe g) genannte beratende Kommission für die Einsprüche im Bereich Städtebau»;

f) - im ersten Gedankenstrich von Ziffer 14 wird zwischen dem Wort "Mindestzahl" und der Wortfolge "die Hälfte der Mitglieder" die Wortfolge ", die bei der Abstimmung überprüft wird," eingefügt;

- der erste Gedankenstrich von Ziffer 14 wird wie folgt ergänzt: ", mit beschließender Stimme";

- im zweiten Gedankenstrich von Ziffer 14 wird die Wortfolge "Mehrheit der anwesenden Mitglieder" durch die Wortfolge "einfache Mehrheit der anwesenden Mitglieder" ersetzt;

g) unter Ziffer 16 wird das Wort "Fahrtkosten" durch das Wort "Dienstfahrtkosten" ersetzt;

h) Ziffer 19 wird durch einen Gedankenstrich mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«- gegebenenfalls die gemeinsamen Verfahren für die behördliche Untersuchung, das Vorlegen der Akten und die Abgabe von Gutachten.»;

i) Artikel 2 Paragraph 2 wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Die Gesetzesbestimmungen, die von Paragraph 1 abweichen, weisen ausdrücklich darauf hin.»

Art 3 - In dasselbe Dekret wird ein Kapitel I/1 mit der Überschrift "Untergliederung/Organisierung der Beratungsfunktion in Pools, ihre Aufträge und ihre Zusammensetzungen" eingefügt.

Art. 4 - In Kapitel I/1, eingefügt durch Artikel 3, wird ein Artikel 2/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 2/1 - § 1 - Die durch das vorliegende Kapitel eingerichteten Pools werden mit Aufträgen der Beratungsfunktion betraut.

Der Sitz dieser Pole wird im Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie festgelegt, der das Sekretariat übernimmt.

§ 2 - Die Beratungsfunktion ist der Auftrag, der darin besteht, auf Antrag der Regierung, des Parlaments oder in Eigeninitiative Gutachten abzugeben, Bemerkungen, Anregungen, Vorschläge oder Empfehlungen vorzubringen, die sich einerseits auf Orientierungsdokumente der Regierung oder Texte mit allgemeiner bzw. strategischer Tragweite und andererseits auf Vorentwürfe von Dekreten oder Erlassen mit verbindlicher Tragweite beziehen.

In den in einem Dekret oder einem Erlass der Regierung ausdrücklich vorgesehenen Fällen kann dieser Auftrag Pflicht sein.

Die Regierung kann den Pools zusätzliche Aufträge übertragen.

In den in einem Dekret oder einem Erlass der Regierung ausdrücklich vorgesehenen Fällen kann dieser Auftrag auf Anfrage der zuständigen öffentlichen Behörde ausgeführt werden.

Die Personalmitglieder des Wirtschafts- und Sozialrats können auf freiwilliger Basis nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten auf den Öffentlichen Dienst der Wallonie übertragen werden. Sie behalten mindestens die Besoldung und das Dienstalter, das sie hatten oder erhalten hätten, wenn sie das Amt, das sie zum Zeitpunkt der Übertragung innehatten, weiterhin in ihrer ursprünglichen Dienststelle ausgeübt hätten.

Die Personalmitglieder des Öffentlichen Dienstes der Wallonie können auf freiwilliger Basis nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten auf den Wirtschafts- und Sozialrat übertragen werden. Sie behalten mindestens die Besoldung und das Dienstalter, das sie hatten oder erhalten hätten, wenn sie das Amt, das sie zum Zeitpunkt der Übertragung innehatten, weiterhin in ihrer ursprünglichen Dienststelle ausgeübt hätten.»

Art. 5 - In dasselbe Kapitel I/1 wird ein Artikel 2/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 2/2 - § 1 - Der Pool "Wissenschaftspolitik" ist damit beauftragt, in Eigeninitiative oder auf Antrag der Regierung:

1° Gutachten betreffend die Wissenschaftspolitik abzugeben, die sich einerseits auf die Orientierungsdokumente der Regierung und andererseits auf Vorentwürfe von Dekreten oder Erlassen mit verbindlicher Tragweite beziehen;

2° die einzusetzenden Mittel vorzuschlagen, um die Entwicklung und die effiziente Koordination der wissenschaftlichen und technologischen Forschungstätigkeiten sowohl im wirtschaftlichen als auch im akademischen Bereich zu fördern, und zwar im Zusammenhang mit den wirtschaftlichen, sozialen und ökologischen Bedürfnissen der Region;

3° Anregungen bezüglich der Finanzierung der Wissenschaftspolitik zwecks der Aufstellung des Haushaltsplans der Region zu unterbreiten;

- 4° die Regierung zu beraten, was die Teilnahme der Region an den nationalen, interregionalen und internationalen wissenschaftlichen und technologischen Forschungstätigkeiten betrifft;
- 5° die Wissenschaftspolitik der Region alle zwei Jahre zu bewerten;
- 6° ein Gutachten über das mehrjährige Programm der Arbeiten des Wallonischen Instituts für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik ("Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique") und über dessen jährlichen Tätigkeitsbericht abzugeben;
- 7° der Regierung alle Empfehlungen in Sachen Statistik, Bewertung, strategischer Beratung oder Zukunftsforschung unterbreiten.

Die Regierung übermittelt dem Pool alle nützlichen Informationen für die Durchführung des unter Ziffer 5 genannten Auftrags.

§ 2 - Der Pool "Wissenschaftspolitik" setzt sich wie folgt aus einundzwanzig von der Regierung benannten Mitgliedern zusammen:

- 1° zehn Vertreter der Sozialpartner, auf Vorschlag des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonie;
- 2° sechs Mitglieder aus den universitären Einrichtungen, die in der Wallonischen Region tätig sind und die nach Artikel 10 des Dekrets vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Landschaft des Hochschulunterrichts und der akademischen Organisation der Studiengänge anerkannt sind; sie können von der Akademie der Forschung und des Hochschulwesens vorgeschlagen werden;
- 3° zwei Mitglieder aus den Einrichtungen des nichtuniversitären Hochschulwesens, die in der Wallonischen Region tätig sind und die nach Artikel 11 des Dekrets vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Landschaft des Hochschulunterrichts und der akademischen Organisation der Studiengänge anerkannt sind; sie können von der Akademie der Forschung und des Hochschulwesens vorgeschlagen werden;
- 4° zwei Vertreter der Forschungszentren, auf Vorschlag von "Wal-Tech";
- 5° ein Vertreter der aufgrund des Umweltgesetzbuches anerkannten Umweltorganisationen, auf Vorschlag von "Inter-Environnement Wallonie".

Der Generalverwalter des Wallonischen Instituts für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik wohnt den Sitzungen des Pools mit beratender Stimme bei.

Der Pool wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden.

Der Vorsitz und der Vizevorsitz des Pools werden abwechselnd alle dreißig Monate einerseits von einem Vertreter der Sozialpartner und andererseits von einem Vertreter des universitären Unterrichtswesens oder des nicht-universitären Hochschulwesens oder der Forschungszentren ausgeübt.»

Art. 6 - In dasselbe Kapitel I/1 wird ein Artikel 2/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 2/3 - § 1 - Der Pool "Mobilität" ist damit beauftragt, in Eigeninitiative oder auf Antrag der Regierung Gutachten über Folgendes abzugeben:

- 1° einerseits die Orientierungsdokumente der Regierung und andererseits die Vorentwürfe von Dekreten und Erlassen mit verordnender Tragweite hinsichtlich der regionalen Mobilitätspolitik;
- 2° die strategischen Planungen im Bereich der regionalen Mobilität;
- 3° jegliche Frage betreffend den öffentlichen Personenkraftverkehr in der Wallonischen Region, und zwar im Rahmen einer engen Zusammenarbeit mit den anderen Verkehrsträgern, falls notwendig;
- 4° alle Aufträge, die im Dekret vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit vorgesehen sind.

Auf Antrag der Regierung ist der Pool "Mobilität" damit beauftragt, Gutachten über Folgendes abzugeben:

- 1° den mehrjährigen Investitionsplan, den Transportplan der Nationalen Gesellschaft der Belgischen Eisenbahnen und den mehrjährigen Investitionsplan von Infrabel;
- 2° alle anderen von der Regierung bestimmten Fragen im Bereich des Transports und der Mobilität.

§ 2. Der Pool "Mobilität" setzt sich wie folgt aus einundzwanzig von der Regierung benannten Mitgliedern zusammen:

- 1° acht Vertreter der Sozialpartner, auf Vorschlag des Wirtschafts- und Sozialrats der Wallonie;
- 2° ein Vertreter der operativen Generaldirektion Straßen und Gebäude des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;
- 3° ein Vertreter der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserwege des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;
- 4° ein Vertreter der Wallonischen Regionalen Verkehrsgesellschaft ("Société régionale wallonne du Transport");
- 5° ein Vertreter der Wallonischen Flughafengesellschaft ("Société wallonne des Aéroports");
- 6° ein Vertreter der Wallonischen Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen ("Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures");
- 7° zwei Vertreter der aufgrund des Umweltgesetzbuches anerkannten Umweltorganisationen;
- 8° zwei Vertreter der lokalen Behörden, auf Vorschlag des Städte- und Gemeindeverbands der Wallonie;
- 9° ein Vertreter der Interkommunalen zur wirtschaftlichen Entwicklung, auf Vorschlag von "Wallonie-Développement";
- 10° ein Vertreter der autonomen Häfen;
- 11° zwei Vertreter der Verkehrsteilnehmer, auf Vorschlag der repräsentativen Organisationen dieser Verkehrsteilnehmer.»

Art. 7 - In dasselbe Kapitel I/1 wird ein Artikel 2/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 2/4 - § 1 - Der Pool "Umwelt" ist damit beauftragt, in Eigeninitiative oder auf Antrag der Regierung:

- 1° Gutachten über die Vorentwürfe von Dekreten betreffend die Umwelt und die Wasserpolitik im Sinne von Artikel 6 § 1 Ziffer II Punkte 1 bis 4 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, ersetzt durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014, und über die Politik der nachhaltigen Entwicklung im Zusammenhang mit der Umwelt abzugeben;
- 2° Gutachten im Rahmen der Umweltplanung im Sinne der Artikel D.37 bis D.41 des Buches I des Umweltgesetzbuches abzugeben;

3° Gutachten über die Entwürfe von Erlassen mit Verordnungscharakter, die in Ausführung der Bestimmungen der Bücher I und II des Umweltgesetzbuches verabschiedet werden, sowie in den anderen in demselben Gesetzbuch vorgesehenen Fällen und über die Entwürfe von Erlassen mit Verordnungscharakter, die aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle verabschiedet werden, mit Ausnahme der Ausführungserlasse der Kapitel V und X dieses Dekrets, abzugeben;

4° die Aufgaben zu erfüllen, die ihm durch die Bücher I und II des Umweltgesetzbuches anvertraut werden;

5° Gutachten über die Projekte zur Einstufung der Halden im Sinne des Dekrets vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden abzugeben;

6° die Gutachten, die in den Artikeln D.II.3, D.II.7, D.II.12, D.II.47, D.II.48, D.II.49, D.II.51, D.II.52, D.VIII.5, D.VIII.30, D.VIII.31 und D.VIII.33 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung vorgesehen sind, abzugeben.

§ 2 - Der Pool "Umwelt" setzt sich wie folgt aus siebzehn von der Regierung benannten, ständigen Mitgliedern zusammen:

1° acht Vertreter der Sozialpartner, auf Vorschlag des Wirtschafts- und Sozialrats der Wallonie;

2° vier Vertreter der aufgrund des Umweltgesetzbuches anerkannten Umweltorganisationen;

3° zwei Vertreter der lokalen Behörden, auf Vorschlag des Städte- und Gemeindeverbands der Wallonie;

4° zwei Mitglieder aus den universitären Einrichtungen, die in der Wallonischen Region tätig sind und die nach Artikel 10 des Dekrets vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Landschaft des Hochschulunterrichts und der akademischen Organisation der Studiengänge anerkannt sind; sie können von der Akademie der Forschung und des Hochschulwesens vorgeschlagen werden und ihre Fachkenntnisse müssen einen der folgenden Bereiche betreffen:

a) Ökologie, Naturwissenschaften;

b) Agronomie, Forstwirtschaft, Bodenschätze;

c) Wirtschaftswissenschaft und Umweltrecht;

d) angewandte Wissenschaften: industrielle Verschmutzungen, Wasserwirtschaft, Luftreinhaltungspolitik, Abfallwirtschaft;

e) öffentliches Gesundheitswesen, Toxikologie;

5° ein Vertreter der Verbraucher, auf Vorschlag der Verbrauchervereinigungen.

§ 3. Im Falle einer Angelegenheit bezüglich der Wasserpolitik nimmt die Abteilung "Wasser" an den Sitzungen des Pools mit beschließender Stimme teil; sie setzt sich wie folgt aus zehn bis elf zusätzlichen Mitgliedern, die von der Regierung benannt werden, zusammen:

1° acht Mitglieder, die die Sektoren der Wassergewinnung und Wasserversorgung, der Sanierung und der Wasserhaltung vertreten, auf Vorschlag von "Aquawal";

2° ein Vertreter der repräsentativen Organisation der Fischer;

3° ein Vertreter der Flussverträge;

4° ein Vertreter von Vereinigungen von Landwirten, Gärtnern und Züchtern, wenn der betreffende Sektor von den Sozialpartnern nicht vertreten wird.

§ 4. Im Falle einer Angelegenheit bezüglich der Abfallpolitik nimmt die Abteilung "Abfälle" an den Sitzungen des Pools mit beschließender Stimme teil; sie setzt sich wie folgt aus neun bis zehn zusätzlichen Mitgliedern, die von der Regierung benannt werden, zusammen:

1° drei Vertreter der Ständigen Konferenz der wallonischen Interkommunalen für Abfallwirtschaft;

2° zwei Vertreter der Berufsvereinigungen der privatrechtlichen Betreiber im Abfallsektor;

3° zwei Vertreter der Sektoren der Chemie, der Zementwerke, der Elektrizität, der Metallindustrie, der Bauindustrie, der Eisen- und Stahlindustrie, der Industrie der Wiederverwendung von Verpackungen oder der Müllbehandlung, wenn der betreffende Sektor von den Sozialpartnern nicht vertreten wird;

4° ein Vertreter der im Bereich der Umwelt tätigen Sozialwirtschaft;

5° ein Vertreter von Vereinigungen von Landwirten, Gärtnern und Züchtern, wenn der betreffende Sektor von den Sozialpartnern nicht vertreten wird;

6° ein Vertreter des wissenschaftlichen Instituts öffentlichen Dienstes ("Institut scientifique de Service public").

§ 5. Im Falle einer Angelegenheit bezüglich der Bodenpolitik nimmt die Abteilung "Boden" an den Sitzungen des Pools mit beschließender Stimme teil; sie setzt sich wie folgt aus neun bis zehn zusätzlichen Mitgliedern, die von der Regierung benannt werden, zusammen:

1° drei Vertreter des Industriesektors;

2° zwei Vertreter von Einrichtungen, die mit der Wassergewinnung und Wasserversorgung beauftragt sind, auf Vorschlag von Aquawal;

3° ein Vertreter der Berufsvereinigung, die den Sektor der Bodensanierung vertritt;

4° ein Vertreter der Berufsvereinigung, die den Sektor der Planungsbüros vertritt;

5° ein Vertreter der Öffentlichen Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität ("Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement");

6° ein Vertreter des wissenschaftlichen Instituts öffentlichen Dienstes;

7° ein Vertreter von Vereinigungen von Landwirten, Gärtnern und Züchtern, wenn der betreffende Sektor von den Sozialpartnern nicht vertreten wird.»

Art. 8 - In dasselbe Kapitel I/1 wird ein Artikel 2/5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 2/5 - § 1. Der Pool "Raumordnung" ist damit beauftragt, in Eigeninitiative oder auf Antrag der Regierung die durch Artikel D.I.4 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung anvertrauten Aufträge durchzuführen.

§ 2. Die Zusammensetzung des Pools "Raumordnung" wird in Artikel D.I.5 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung festgelegt.»

Art. 9 - In dasselbe Kapitel I/1 wird ein Artikel 2/6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 2/6 - § 1 - Der Pool "Ländliche Angelegenheiten" ist damit beauftragt, in Eigeninitiative oder auf Antrag der Regierung:

1° Gutachten einerseits über die Orientierungsdokumente der Regierung, andererseits über die Vorentwürfe von Dekreten und Erlassen mit verordnender Tragweite abzugeben, und zwar hinsichtlich der Regionalpolitik betreffend:

a) den Schutz und die Erhaltung der Natur, mit Ausnahme der Ein-, Aus- und Durchfuhr der nicht einheimischen Pflanzenarten sowie der nicht einheimischen Tierarten und deren Kadaver;

b) die Jagd, mit Ausnahme der Herstellung und des Besitzes von Jagdwaffen sowie des Handels damit, und die Fangjagd;

c) die Flussfischerei und die Fischzucht;

d) die Wälder;

e) das Holzgewerbe;

f) die Landwirtschaft, die Land- und Ernährungswirtschaft oder die Ernährungswirtschaft;

2° alle Aufträge, die ihm durch das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur anvertraut werden, durchzuführen;

3° alle Aufträge bezüglich der Forsten und Wälder und des Holzgewerbes, die ihm durch das Dekret vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch anvertraut werden, durchzuführen;

4° alle Aufträge bezüglich der Landwirtschaft, der Land- und Ernährungswirtschaft und der Ernährungswirtschaft, die ihm durch das Dekret vom 27. März 2014 zur Festlegung des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft anvertraut werden, durchzuführen;

§ 2 - Der Pool "Ländliche Angelegenheiten" setzt sich wie folgt aus sechzehn von der Regierung benannten, ständigen Mitgliedern zusammen:

1° zwei Vertreter der Sozialpartner, auf Vorschlag des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonie;

2° zwei Vertreter der aufgrund des Umweltgesetzbuches anerkannten Umweltorganisationen;

3° zwei Vertreter der lokalen Behörden, auf Vorschlag des Städte- und Gemeindeverbands der Wallonie;

4° zwei Vertreter, die von den wallonischen landwirtschaftlichen Vereinigungen vorgeschlagen werden, und von denen einer einen Sitz in der Abteilung "Landwirtschaft, Land- und Ernährungswirtschaft und Ernährungswirtschaft" hat;

5° zwei Vertreter, die von den Vereinigungen des Forstwesens und des Holzgewerbes vorgeschlagen werden, und von denen einer einen Sitz in der Abteilung "Forstwesen und Holzgewerbe" hat;

6° zwei Vertreter der Vereinigungen der privaten ländlichen Grundeigentümer;

7° ein Vertreter der Vereinigungen der öffentlichen Eigentümer;

8° der Vorsitzende der Abteilung "Fischereiwesen" oder sein Stellvertreter;

9° der Vorsitzende der Abteilung "Jagdwesen" oder sein Stellvertreter;

10° der Vorsitzende der Abteilung "Natur" oder sein Stellvertreter.

Ein Vertreter der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie wohnt den Sitzungen des Pools mit beratender Stimme bei.

Die ständigen Mitglieder tagen im Beisein einer der in den Paragraphen 3 bis 7 genannten Abteilungen.

§ 3 - Im Falle einer Angelegenheit bezüglich der Erhaltung der Natur nimmt die Abteilung "Natur" an den Sitzungen des Pools mit beratender Stimme teil; sie setzt sich wie folgt aus zehn zusätzlichen, von der Regierung benannten Mitgliedern zusammen, von denen wenigstens eines deutschsprachig ist:

1° sechs Mitglieder aus den universitären Einrichtungen, die in der Wallonischen Region tätig sind und die nach Artikel 10 des Dekrets vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Landschaft des Hochschulunterrichts und der akademischen Organisation der Studiengänge anerkannt sind, der Einrichtungen des nichtuniversitären Hochschulwesens, die in der Wallonischen Region tätig sind und die nach Artikel 11 desselben Dekrets anerkannt sind oder der anerkannten Forschungszentren, die in der Wallonischen Region tätig sind und die nach Artikel 10 Absatz 1 Punkt 1 des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie anerkannt sind; sie können von der Akademie der Forschung und des Hochschulwesens vorgeschlagen werden und ihre Studien- oder Forschungsprogramme schneiden folgende Fächer oder Bereiche an:

a) das Pflanzenreich;

b) das Tierreich;

c) die Kenntnis und die Verwaltung der natürlichen Lebensräume;

2° vier Vertreter aus den Verbänden, Vereinigungen oder Nichtregierungsorganisationen, die die Naturerhaltung und den Umweltschutz verfolgen und deren Zuständigkeiten oder Befugnisse, die auf dem gesamten wallonischen Gebiet oder auf einem bedeutenden Teil dieses Gebiets ausgeübt werden, die folgenden informatorischen Aspekte oder Themen betreffen: Wahrung der biologischen Vielfalt, Verwaltung der geschützten Landschaft, Erziehung zur Naturerhaltung, Entwicklung der Naturparks, Ausbildung der Naturführer.

§ 4 - Im Falle einer Angelegenheit bezüglich der Jagd nimmt die Abteilung "Jagdwesen" an den Sitzungen des Pools mit beratender Stimme teil; sie setzt sich wie folgt aus achtzehn zusätzlichen Mitgliedern, die von der Regierung benannt werden, zusammen:

1° sechzehn Vertreter, von denen wenigstens einer deutschsprachig ist, der verschiedenen Jagdgebiete, der verschiedenen Jagdverfahren sowie der repräsentativsten Vereinigungen oder Zusammenschlüsse der Jäger;

2° zwei Mitglieder aus den universitären Einrichtungen, die in der Wallonischen Region tätig sind und die nach Artikel 10 des Dekrets vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Landschaft des Hochschulunterrichts und der akademischen Organisation der Studiengänge anerkannt sind, der Einrichtungen des nichtuniversitären Hochschulwesens, die in der Wallonischen Region tätig sind und die nach Artikel 11 desselben Dekrets anerkannt sind oder der anerkannten Forschungszentren, die in der Wallonischen Region tätig sind und die nach Artikel 10 Absatz 1 Punkt 1 des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie anerkannt sind, und deren Studien- oder Forschungsprogramme die Fächer oder Bereiche der Jagd und des Wildes anschneiden; sie können von der Akademie der Forschung und des Hochschulwesens vorgeschlagen werden.

Die unter Ziffer 1 erwähnten Mitglieder sind Inhaber eines in der Wallonischen Region ausgestellten Jagdscheins.

§ 5 - Im Falle einer Angelegenheit bezüglich der Fischerei nimmt die Abteilung "Fischereiwesen" an den Sitzungen des Pools mit beratender Stimme teil; sie setzt sich wie folgt aus zwanzig zusätzlichen Mitgliedern, die von der Regierung benannt werden, zusammen:

1° sechzehn Vertreter der Fischervereine, von denen wenigstens einer deutschsprachig ist;

2° zwei Vertreter der Fischzüchter;

3° zwei Mitglieder aus den universitären Einrichtungen, die in der Wallonischen Region tätig sind und die nach Artikel 10 des Dekrets vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Landschaft des Hochschulunterrichts und der akademischen Organisation der Studiengänge anerkannt sind, der Einrichtungen des nichtuniversitären Hochschulwesens, die in der Wallonischen Region tätig sind und die nach Artikel 11 desselben Dekrets anerkannt sind oder der anerkannten Forschungszentren, die in der Wallonischen Region tätig sind und die nach Artikel 10 Absatz 1 Punkt 1 des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie anerkannt sind, und deren Studien- oder Forschungsprogramme die Fächer oder Bereiche des Fischfangs und der Fischbiologie anschnneiden; sie können von der Akademie der Forschung und des Hochschulwesens vorgeschlagen werden.

Die unter Ziffer 1 erwähnten Mitglieder sind Inhaber eines in der Wallonischen Region ausgestellten Fischereischeins.

§ 6 - Im Falle einer Angelegenheit bezüglich des Forstwesens oder des Holzgewerbes nimmt die Abteilung "Forstwesen und Holzgewerbe" an den Sitzungen des Pools mit beratender Stimme teil; sie setzt sich wie folgt aus vierzehn zusätzlichen, von der Regierung benannten Mitgliedern zusammen, von denen wenigstens eines deutschsprachig ist:

1° zwei Vertreter der Sozialpartner, auf Vorschlag des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonie;

2° sechs Vertreter der Vereinigungen des Holzgewerbes;

3° zwei Mitglieder aus den universitären Einrichtungen, die in der Wallonischen Region tätig sind und die nach Artikel 10 des Dekrets vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Landschaft des Hochschulunterrichts und der akademischen Organisation der Studiengänge anerkannt sind, die die Ausbildung von Ingenieuren im Bereich der Natur und des Forstwesens organisieren; sie können von der Akademie der Forschung und des Hochschulwesens vorgeschlagen werden;

4° zwei Vertreter der Vereinigungen, die im Bereich der freizeitsoziologischen Funktion der Wälder tätig sind;

5° zwei Vertreter der Vereinigungen von Forstunternehmen.

Ein Vertreter einer deutschsprachigen Vereinigung des Holzgewerbes wohnt den Sitzungen der Abteilung mit beratender Stimme bei.

§ 7 - Im Falle einer Angelegenheit bezüglich der Landwirtschaft, der Land- und Ernährungswirtschaft und der Ernährungswirtschaft nimmt die Abteilung "Landwirtschaft, Land- und Ernährungswirtschaft und Ernährungswirtschaft" an den Sitzungen des Pools mit beratender Stimme teil; sie setzt sich wie folgt aus zwanzig zusätzlichen Mitgliedern, die von der Regierung benannt werden, zusammen:

1° zwei Vertreter der Sozialpartner, auf Vorschlag des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonie;

2° acht Vertreter auf Vorschlag der wallonischen landwirtschaftlichen Vereinigungen, von denen wenigstens einer deutschsprachig ist;

3° sechs Vertreter auf Vorschlag der Berufsvereinigungen des Sektors der Land- und Ernährungswirtschaft und des Vertriebssektors;

4° zwei Vertreter der Verbraucher, auf Vorschlag der Verbrauchervereinigungen;

5° zwei Mitglieder aus den universitären Einrichtungen, die in der Wallonischen Region tätig sind und die nach Artikel 10 des Dekrets vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Landschaft des Hochschulunterrichts und der akademischen Organisation der Studiengänge anerkannt sind, der Einrichtungen des nichtuniversitären Hochschulwesens, die in der Wallonischen Region tätig sind und die nach Artikel 11 desselben Dekrets anerkannt sind oder der anerkannten Forschungszentren, die in der Wallonischen Region tätig sind und die nach Artikel 13 Absatz 10 Punkt 1 des Dekrets vom 1. Juli 3 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie anerkannt sind, deren Studien- oder Forschungsprogramme die Fächer oder Bereiche Landwirtschaft, Land- und Ernährungswirtschaft und Ernährungswirtschaft anschnneiden; sie können von der Akademie der Forschung und des Hochschulwesens vorgeschlagen werden.

§ 8 - Für jede der in den Paragraphen 3 bis 7 erwähnten Abteilungen benennt die Regierung einen Vorsitzenden, der damit beauftragt ist, die Sitzungen des Pools "Ländliche Angelegenheiten" zu leiten."

Art. 10 - In dasselbe Kapitel I/1 wird ein Artikel 2/7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 2/7 - § 1 - Der Pool "Energie" wird mit den Aufträgen beauftragt, die in Artikel 51 § 1 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts und in Artikel 44 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts erwähnt sind.

§ 2 - Die Zusammensetzung des Pools "Energie" wird in Artikel 51 § 2 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts festgelegt.»

Art. 11 - In dasselbe Kapitel I/1 wird ein Artikel 2/8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 2/8 - § 1 - Der Pool "Wohnungswesen" wird mit den in Artikel 200 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse erwähnten Aufträgen beauftragt.

§ 2 - Die Zusammensetzung des Pools "Wohnungswesen" ist in Artikel 200 desselben Gesetzbuches festgelegt.»

Art. 12 - In dasselbe Kapitel I/1 wird ein Artikel 2/9 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 2/9 - Folgende Maßnahmen sind auf die in den Artikeln 2/2 bis 2/8 erwähnten Pools anwendbar:

1° Die Anträge auf Gutachten der von der Regierung beauftragten funktionellen Minister werden an den Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie gerichtet.

In den Anträgen auf Gutachten werden der bzw. die Pools und ggf. die Identifizierung der betroffenen Abteilung angegeben, deren Gutachten eingeholt werden, unbeschadet von Artikel 4 § 2 des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was den regionalen Wirtschaftsrat der Wallonie betrifft, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines Wirtschafts- und Sozialrates der wallonischen Region. Die auf Initiative des Parlaments eingereichten Anträge auf Gutachten müssen durch einen Beschluss einer Kommission des Parlaments formuliert werden.

Sie werden an den Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie gerichtet. In diesen Anträgen werden der bzw. die Pools und ggf. die Identifizierung der betroffenen Abteilung angegeben, deren Gutachten eingeholt werden.

Der Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie beantragt und übermittelt das Gutachten des bzw. der betreffenden Pools. Der Regierung wird ebenfalls eine Kopie des Gutachtens übermittelt.

Der Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie holt das Gutachten des Pools bzw. der Pools, so wie sie von der Regierung identifiziert sind, ein und übermittelt es;

2° Die Pools können im Rahmen eines Begutachtungsverfahrens gemeinsam zusammentreten;

3° Außer bei einer anderslautenden Bestimmung, die ordnungsgemäß begründet und von der Regierung ausdrücklich vorgesehen wird, wird den Mitgliedern der Pools kein Anwesenheitsgeld als Vergütung gewährt.

Die Vergütungen, die sie beanspruchen können, gehen zu Lasten der Dotation des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonie;

4° Die durch das Dekret vom 27. März 2014 zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Männern und Frauen in den Beratungsorganen vorgesehenen Maßnahmen finden Anwendung auf die Pools;

5° Die Gutachten der Pools werden auf den Webseiten des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonie veröffentlicht.»

Art. 13 - In dasselbe Kapitel I/1 wird ein Artikel 2/10 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 2/10 - Die Funktionskosten der Pools gehen zu Lasten der von der Regierung gewährten Dotation des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonie, und zwar unbeschadet der Regeln, die im Dekret vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was den regionalen Wirtschaftsrat für die Wallonie betrifft, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonie vorgesehen sind.»

Art. 14 - In dasselbe Dekret wird ein Kapitel I/2 mit der Überschrift "Beratungsfunktion der lokalen Behörden" eingefügt.

Art. 15 - In Kapitel I/2, eingefügt durch Artikel 14, wird ein Artikel 2/11 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art 2/11 - Dem Gutachten des Städte- und Gemeindeverbands der Wallonie ("Union des Villes et des Communes de Wallonie") werden unterworfen:

1° alle Vorentwürfe eines Dekrets sowie alle Vorentwürfe eines Erlasses der Wallonischen Regierung, die die Finanzen oder die Verwaltung der Städte und Gemeinden beeinflussen könnten, mit Ausnahme der Dekretentwürfe über den allgemeinen Einnahmenhaushaltsplan und den allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region;

2° die Dekretvorschläge, die die Finanzen oder die Verwaltung der Städte und Gemeinden beeinflussen könnten, falls das Parlament dies verlangt;

3° alle Entwürfe von Rundschreiben über die Städte und Gemeinden.»

Art. 16 - In dasselbe Kapitel I/2 wird ein Artikel 2/12 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 2/12 - Dem Gutachten des Verbands der öffentlichen Sozialhilfezentren ("Fédération des Centres publics d'action sociale") des Städte- und Gemeindeverbands der Wallonie werden unterworfen:

1° alle Vorentwürfe eines Dekrets sowie alle Vorentwürfe eines Erlasses der Wallonischen Regierung, die die Finanzen oder die Verwaltung der öffentlichen Sozialhilfezentren beeinflussen könnten, mit Ausnahme der Dekretentwürfe über den allgemeinen Einnahmenhaushaltsplan und den allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region;

2° die Dekretvorschläge, die die Finanzen oder die Verwaltung der öffentlichen Sozialhilfezentren beeinflussen könnten, falls das Parlament dies verlangt;

3° alle Entwürfe von Rundschreiben über die öffentlichen Sozialhilfezentren. »

Art. 17 - In dasselbe Kapitel I/2 wird ein Artikel 2/13 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 2/13 - Dem Gutachten der Vereinigung der wallonischen Provinzen ("Association des Provinces Wallonnes") werden unterworfen:

1° alle Vorentwürfe eines Dekrets sowie alle Vorentwürfe eines Erlasses der Wallonischen Regierung, die die Finanzen oder die Verwaltung der Städte und Provinzen beeinflussen könnten, mit Ausnahme der Dekretentwürfe über den allgemeinen Einnahmenhaushaltsplan und den allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region;

2° die Dekretvorschläge, die die Finanzen oder die Verwaltung der Provinzen beeinflussen könnten, falls das Parlament dies verlangt;

3° alle Entwürfe von Rundschreiben über die Provinzen.»

Art. 18 - In dasselbe Kapitel I/2 wird ein Artikel 2/14 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 2/14 - Artikel 2 § 1 Ziffer 10 findet Anwendung auf die in den Artikeln 2/11 bis 2/13 erwähnten Einrichtungen.»

Art. 19 - Die Artikel 3 bis 7 desselben Dekrets werden aufgehoben.

Art. 20 - In Kapitel II desselben Dekrets wird Abschnitt 2, der den Artikel 9 enthält, aufgehoben.

Art. 21 - In Kapitel II desselben Dekrets wird Abschnitt 3, der den Artikel 10 enthält, aufgehoben.

Art. 22 - In Kapitel II desselben Dekrets wird Abschnitt 5, der die Artikel 15 bis 24 enthält, aufgehoben.

Art. 23 - In Kapitel III desselben Dekrets wird Abschnitt 1, der die Artikel 40 bis 42 enthält, aufgehoben.

Art. 24 - In Artikel 43 desselben Dekrets wird die Wortfolge "im Sinne vorliegenden Dekrets" durch die Wortfolge "im Sinne von Artikel 1 Ziffer 3" ersetzt.

KAPITEL II — *Abänderungsbestimmungen bezüglich der Beratungsfunktion**Abschnitt 1 — Abänderungen bezüglich der Einrichtung des Pools "Wissenschaftspolitik"*

Art. 25 - In Artikel 1 des Dekrets vom 4. Dezember 2003 zur Einrichtung des "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Wallonisches Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik) werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Ziffer 1 wird gestrichen;

2° unter Ziffer 4 wird die Wortfolge "in Artikel 5 erwähnten" durch die Wortfolge "in Artikel 17/1 erwähnten" ersetzt.

Art. 26 - In demselben Dekret wird Kapitel II, das die Abschnitte 1 bis 3 und die Artikel 2 bis 7 enthält, aufgehoben.

Art. 27 - In dasselbe Dekret wird nach Artikel 17 ein Kapitel III/1 mit der Überschrift "Beobachtungsstellen" eingefügt.

Art. 28 - In Kapitel III/1, eingefügt durch Artikel 27, wird ein Artikel 17/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 17/1 - Das Institut kann bei der Erfüllung seiner Aufgaben von Beobachtungsstellen, deren Liste von der Regierung bestimmt wird, unterstützt werden.

Eine Beobachtungsstelle ist ein sektorspezifischer wissenschaftlicher Rat, der damit beauftragt ist, den zuständigen Minister und die Regierung in einem spezifischen Tätigkeitsbereich zu informieren.

Das Institut kann die Beobachtungsstellen darum bitten, ihren Beitrag zu leisten.»

Art. 29 - In dasselbe Kapitel III/1 wird ein Artikel 17/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 17/2 - Unbeschadet der Aufträge, die ihnen per Erlass anvertraut werden, bestehen die Aufträge der in Artikel 17/1 Absatz I erwähnten Beobachtungsstellen im Rahmen des vorliegenden Dekrets darin:

1° eine Reihe von statistischen Indikatoren bezüglich ihres Tätigkeitsbereichs zu erarbeiten und zu aktualisieren, damit eine Analyse der zukünftigen Entwicklung dieses Bereichs vorgenommen werden kann;

2° eine ständige Verbreitung der Informationen zu gewährleisten;

3° verschiedene Bewertungen in ihrem Tätigkeitsbereich vorzunehmen oder vornehmen zu lassen;

4° der Regierung sowie dem Institut Gutachten über die Fragen wissenschaftlicher Art zu unterbreiten.»

Art. 30 - In dasselbe Kapitel III/1 wird ein Artikel 17/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 17/3 - Jede Beobachtungsstelle wird durch eine sektorspezifische spezielle Zelle innerhalb des Instituts unterstützt, die damit beauftragt ist, die in ihrem Tätigkeitsprogramms festgestellten sektorbezogenen Untersuchungen durchzuführen sowie das Sekretariat der Beobachtungsstelle zu gewährleisten.»

Art. 31 - In demselben Dekret wird die Wortfolge "Abschnitt 6 - Schlussbestimmungen" durch die Wortfolge "Kapitel III/2 - Schlussbestimmungen" ersetzt.

Art. 32 - In Artikel 61 Absatz 4 des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie wird die Wortfolge "des Rates für die Wissenschaftspolitik" durch die Wortfolge "des Pools "Wissenschaftspolitik" ersetzt.

Art. 33 - In Artikel 15 des Dekrets vom 28. November 2013 zur Einrichtung der Agentur für Unternehmen und Innovation, kurz A.U.I., werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2 wird die Wortfolge «dem Wallonischen Rat für die Wissenschaftspolitik" durch die Wortfolge "dem Pool "Wissenschaftspolitik"» ersetzt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "die innerhalb von dreißig Tagen gemeinsam ihre Bemerkungen mitteilen." durch die Wortfolge "die innerhalb von dreißig Tagen, was den Rat betrifft, und von fünfundvierzig Tagen, was den Pool betrifft, ihre Bemerkungen gemeinsam mitteilen." ersetzt;

3° in Absatz 3 wird die Wortfolge "dieser Räte" durch die Wortfolge "dieses Rates und dieses Pools" ersetzt.

Art. 34 - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. November 1990 zur Errichtung eines Rates der Wissenschaftspolitik in der Wallonischen Region, abgeändert durch die Erlasse vom 1. Juli 1993, 6. Februar 2003 und 30. April 2009, wird aufgehoben.

Abschnitt 2 — Abänderungen bezüglich der Einrichtung des Pools "Mobilität"

Art. 35 - Artikel 33bis des Dekret vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region, eingefügt durch das Dekret vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion, wird aufgehoben.

Art. 36 - Im Dekret vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Artikel 2 Ziffer 2 wird durch Folgendes ersetzt: «Pool "Mobilität": der durch Artikel 2/3 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion eingerichtete Pool»;

2° in Artikel 4 § 2 wird der Satz "Der Regionalausschuss wird regelmäßig über den Fortschritt der Arbeiten informiert und kann zu jeder Zeit die Vorschläge, die er als angebracht betrachtet, anbringen" durch Folgendes ersetzt:

«Der Pool "Mobilität" wird regelmäßig über den Fortschritt der Arbeiten informiert und kann zu jeder Zeit die Vorschläge, die er als zweckdienlich betrachtet, anbringen»;

3° in den Artikeln 6 § 2 Absatz 1, 7, 11 und 28 wird die Wortfolge "des Regionalausschusses" durch «des Pools "Mobilität"» ersetzt;

4° in Artikel 6 § 2 Absatz 2 wird die Wortfolge "der Regionalausschuss" durch «der Pool "Mobilität"» ersetzt;

5° in Artikel 11 wird die Wortfolge "Die Gemeinden und der Regionalausschuss" durch die Wortfolge «Die Gemeinden und der Pool "Mobilität"» ersetzt;

6° in den Artikeln 21 und 29 wird die Wortfolge "dem Regionalausschuss" durch «dem Pool die Wörter "Mobilität"» ersetzt;

Art. 37 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Juli 1993 zur Errichtung eines "Comité consultatif des transports publics de personnes par route" (Beratungsausschusses der öffentlichen Straßenverkehrsbetriebe) wird aufgehoben.

Abschnitt 3 — Abänderungen bezüglich der Einrichtung des Pools "Umwelt"

Unterabschnitt 1 — Abänderungen des Buches I und des Buches II des Umweltgesetzbuches

Art. 38 - Im Buch I des Umweltgesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Artikel D.6 desselben Buches, ersetzt durch das Dekret vom 31. Mai 2007 und abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010, wird Ziffer 4 durch Folgendes ersetzt:

«4° Pool "Umwelt": der in Artikel 2/4 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion erwähnte Pool;»;

2° Artikel D.7 desselben Buches wird aufgehoben;

3° Artikel D.8 desselben Buches wird durch Folgendes ersetzt:

«D.8 Der Pool "Umwelt" hat die Aufgabe, die im durch die Artikel 30 bis 48 und die Artikel 49 bis 81 übertragenen Aufgaben auszuführen.»;

4° Artikel D.9 desselben Buches wird aufgehoben;

5° in Artikel D.20.3 § 1 Ziffer 4 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 16. März 2006, wird die Wortfolge "vom CWEDD" durch die Wortfolge «von dem Pool "Mobilität"» ersetzt;

6° in Artikel D.28-17 § 3 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 23. Januar 2014, wird Ziffer 6 durch Folgendes ersetzt:

«6° ein Vertreter des Pools "Umwelt";»;

7° in Artikel D.35 desselben Buches wird die Wortfolge "der in Artikel 7 erwähnte CWEDD" durch die Wortfolge «der Pool "Umwelt"» und wird die Wortfolge "Der CWEDD" durch die Wortfolge «Der Pool "Umwelt"» ersetzt;

8° in den Artikeln D.36, D.38, D.42, D.53 § 1 Absatz 3 und § 2 Absätze 1 und 2 desselben Buches wird das Wort "CWEDD" jeweils durch die Wortfolge «Pool "Umwelt"» ersetzt;

9° in den Artikeln D.56 § 4 Absatz 1 und D.57 § 3 desselben Buches wird die Wortfolge "dem CWEDD" jeweils durch die Wortfolge «dem Pool "Umwelt"» ersetzt;

10° in Artikel D.70 Absatz 1 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 31. Mai 2007, wird folgender Satz aufgehoben: "Der CWEDD, wie auch der Regionalausschuss für Raumordnung im Falle einer Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich eines in Artikel 1 des CWATUP erwähnten Raumordnungsplans, müssen vor jedem Entzug einer Zulassung zu Rate gezogen werden, wenn sich die offensichtlich mangelhafte Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung auf einen Raumordnungsplan oder auf ein Raumordnungs-, Städtebau- oder Infrastrukturprojekt bezieht." ;»

11° in Artikel D.72 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 31. Mai 2007, wird die Wortfolge "Der CWEDD" jeweils durch die Wortfolge «Der Pool "Umwelt"» ersetzt;

12° in Artikel D.86 § 3 Absatz 1 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 27. Oktober 2011, wird der Satz "Das Gutachten der Regionalkommission für Abfälle, des "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung) und des Beratungsausschusses für Wasser wird beantragt, wenn die Projekte von Umweltvereinbarungen Angelegenheiten betreffen, die zu ihrem Zuständigkeitsbereich gehören." durch den Satz "Das Gutachten des Pools "Umwelt" wird eingeholt, wenn die Projekte von Umweltvereinbarungen Angelegenheiten betreffen, die zu seinem Zuständigkeitsbereich gehören." ersetzt.

Art. 39 - Im Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Artikel D.2 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird Ziffer 12 gestrichen;

2° in Teil I Titel III desselben Buches wird Kapitel I, der Artikel D.3 enthält, aufgehoben;

3° in Artikel D.11 § 5 desselben Buches wird der Satz "Sie setzt den Beratungsausschuss für Wasser regelmäßig von den Ergebnissen ihrer Arbeiten oder Studien in Kenntnis." durch den Satz «Sie setzt den Pool "Umwelt" regelmäßig von den Ergebnissen ihrer Arbeiten oder Studien in Kenntnis.» ersetzt.

4° in Artikel D.22 § 10 desselben Buches wird die Wortfolge "des Beratungsausschusses für Wasser" durch die Wortfolge «des Pools "Umwelt"» ersetzt;

5° in den Artikeln D.26 § 4, D.27 § 4 und D.28 § 4 desselben Buches wird die Wortfolge «den "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung)» jeweils durch die Wortfolge «den Pool "Umwelt"» ersetzt und wird die Wortfolge «die "Commission consultative de l'eau" (Beratungsausschuss für Wasser)» gestrichen.

6° in Artikel D.156 desselben Buches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in § 1 Absatz 3 wird die Wortfolge "der beratenden Wasserkommission" durch die Wortfolge «des Pools "Umwelt"» ersetzt;

b) in § 1 Absatz 4 wird die Wortfolge "derselben Kommission" durch die Wortfolge «des Pools "Umwelt"» ersetzt;

c) in § 2 wird die Wortfolge "der beratenden Wasserkommission" durch die Wortfolge «des Pools "Umwelt"» ersetzt.

Unterabschnitt 2 — Sonstige Abänderungen

Art. 40 - In den Artikeln 14 § 1 Absatz 2, § 2 Absatz 1, § 3 und § 4 Absatz 3, 17 § 1 Absatz 2, § 3 und § 4 Absatz 3, 18ter § 2 Absatz 2, 33 § 3 Absatz 1 und § 4 Absatz 7, 42 Absatz 4, 43 § 4 Absatz 1, 44 Absatz 7, 46 § 2 Absatz 1, 50 § 2 Absätze 2 und 3, 51 § 3 Absatz 1, 52 § 3 Absatz 4, 136bis § 2 Absatz 1, 168 Absatz 2, 169 § 2 Absatz 1 und 256 Absatz 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird die Wortfolge "Wallonische Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung" bzw. "Wallonischen Umweltrates für eine nachhaltige Entwicklung" bzw. "Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung" durch die Wortfolge «Pool "Umwelt"» bzw. «Pools "Umwelt"» ersetzt.

Art. 41 - In Artikel 3 des Dekrets vom 9. Mai 1985 über die Erschließung von Halden, abgeändert durch das Dekret vom 6. November 2008, wird die Wortfolge "und nach Gutachten des Wallonischen Regionalausschusses für Raumordnung" durch die Wortfolge "und nach Gutachten des Pools "Umwelt" ersetzt.

Art. 42 - Im Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Kapitel VII wird der Abschnitt 2, der den Artikel 33 umfasst, aufgehoben;

2° Artikel 71 wird aufgehoben.

Art. 43 - In Artikel 19 § 2 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, abgeändert durch das Dekret vom 6. November 2004, wird die Wortfolge "dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung" durch die Wortfolge «dem Pool "Umwelt"» ersetzt.

Art. 44 - In Artikel 18 Absatz 1 des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, wird die Wortfolge "dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung" durch die Wortfolge «dem Pool "Umwelt"» ersetzt.

Art. 45 - Im Dekret vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Artikel 2 Ziffer 5 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: «Pool "Umwelt": der durch Artikel 2/4 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion eingerichtete Pool»;

2° in den Artikeln 6 § 2, 28 Absatz 1, 29 Absatz 2 und 31 Absatz 3 wird die Wortfolge "Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung" bzw. "Wallonische Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung" bzw. "Wallonischen Umweltrates für eine nachhaltige Entwicklung" jeweils durch die Wortfolge «Pool "Umwelt"» bzw. "Pools Umwelt" ersetzt.

Art. 46 - In Artikel 3 Ziffer 1 Absatz 2 des Dekrets vom 27. Juni 2013 über die wallonische Strategie für nachhaltige Entwicklung, wird die Wortfolge "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung) sowie die Abkürzung "CWEDD" durch die Wortfolge «Pool "Umwelt"» ersetzt.

Art. 47 - In den Artikeln 13 § 3 und 19 § 5 Absatz 1 des Dekrets vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen wird die Wortfolge «den "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung)» bzw. "dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung" jeweils durch die Wortfolge «den Pool "Umwelt"» bzw. «dem Pool "Umwelt"» ersetzt.

Art. 48 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Oktober 1996 über die Zusammensetzung und die Arbeitsweise der Kommission für Abfälle wird aufgehoben.

Abschnitt 4 — Abänderungen bezüglich der Einrichtung des Pools "Ländliche Angelegenheiten"

Art. 49 - Im Gesetz vom 28. Februar 1882 über die Jagd werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Artikel 1 § 1 Ziffer 3 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Der Pool "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Jagdwesen" im Sinne von Artikel 2/6 § 1, § 2 und § 4 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion»;

2° Artikel 1 § 2 wird aufgehoben;

3° in den Artikeln 1ter, 1quater, 1quinquies, 1sexies, 2, 7, 9, 9bis, 10, 12, 12bis, 12ter und 30ter wird die Wortfolge "des Rates" jeweils durch die Wortfolge «des Pools "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Jagdwesen"» ersetzt.

Art. 50 - Im Gesetz vom 12. Februar 1973 über die Erhaltung der Natur werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Artikel 16 wird die Wortfolge "in Artikel 32 erwähnten Hohen Rates für die Erhaltung der Natur" durch die Wortfolge «in Artikel 2/6 § 1, § 2 und § 3 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion erwähnten Pools "Ländlichen Angelegenheiten", Abteilung "Natur"» ersetzt;

2° in Artikel 16 wird die Wortfolge "diesem Rat" durch die Wortfolge «diesem Pool "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Natur"» ersetzt;

3° in den Artikeln 17, 30, 33, 56 § 3, 58quinquies wird die Wortfolge "den hohen Rat für die Erhaltung der Natur" bzw. «vom "Conseil supérieur de la conservation de la nature" bzw. "der Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature" bzw. "des "Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature" bzw. "des Wallonischen Oberen Rates für die Erhaltung der Natur" bzw. "des "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la nature" (Höherer Wallonischer Rat für die Erhaltung der Natur)" jeweils durch die Wortfolge «den Pool "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Natur"» bzw. «vom Pool "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Natur"» bzw. «der Pool "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Natur"» bzw. «des Pools "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Natur"» ersetzt.

4° in Artikel 33 Absatz 2 wird die Wortfolge "Der Rat und jede der Kammern geben" durch die Wortfolge «Der Pool "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Natur" gibt» ersetzt;

5° in Artikel 33 Absatz 3 wird die Wortfolge "des Hohen Rates" durch die Wortfolge «des Pools "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Natur"» ersetzt;

6° in Artikel 33 Absatz 5 wird die Wortfolge "des Hohen Rates für das Jagdwesen" durch die Wortfolge «des Pools "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Jagdwesen"» ersetzt;

7° in Artikel 33 Absatz 6 wird die Wortfolge "des Hohen Rates für das Forstwesen" durch die Wortfolge «des Pools "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Forstwesen und Holzgewerbe"» ersetzt;

8° in Artikel 33 Absatz 7 wird die Wortfolge "des Hohen Rates für die Landwirtschaft" durch die Wortfolge «des Pools "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Landwirtschaft, Land- und Ernährungswirtschaft und Ernährungswirtschaft"» ersetzt;

3° in den Artikeln 36 und 37 wird die Wortfolge "des Hohen Rates für die Erhaltung der Natur oder der zuständigen Kammer dieses Rates" jeweils durch die Wortfolge «des Pools "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Natur"» ersetzt.

10° in Kapitel IX wird die Überschrift von Abschnitt 1 durch folgende Überschrift ersetzt:

«Pool "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Natur"»;

11° Artikel 52 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Dekret vom 11. April 1984, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 52 - Außer was die Durchführung von Artikel 5 Absatz 1 betrifft, übt der in Artikel 2/6 § 1, § 2 und § 3 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion erwähnte Pool "Ländlichen Angelegenheiten", Abteilung "Natur" in der Wallonischen Region die Befugnisse aus, die aufgrund der Kapitel II bis VI an den Hohen Rat für die Erhaltung der Natur und an dessen Wallonische Kammer – beide durch Artikel 32 eingesetzt – übertragen wurden.»;

12° Artikel 53, eingefügt durch das Dekret vom 11. April 1984, wird aufgehoben;

13° in Artikel 54, eingefügt durch das Dekret vom 11. April 1984, wird die Wortfolge "der Wallonische Obere Rat" durch die Wortfolge «der Pool "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Natur"» ersetzt.

Art. 51 - Im Dekret vom 16. Juli 1985 über die Naturparks werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in den Artikeln 4 § 3, 17 § 5 und 20 wird die Wortfolge "dem Wallonischen hohen Rat für die Erhaltung der Natur" bzw. «den "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" bzw. "Der Wallonische Obere Rat für die Erhaltung der Natur"» durch die Wortfolge «dem Pool "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Natur" bzw. "den Pool "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Natur" bzw. "Der Pool "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Natur"» ersetzt;

2° die Überschrift des Kapitels V, die durch das Dekret vom 3. Juli 2008 abgeändert wurde, wird durch folgende Überschrift ersetzt:

«Beratung mit dem Pool "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Natur"».

Art. 52 - Im Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Artikel D.27 § 4, abgeändert durch das Dekret vom 27. März 2014, wird die Wortfolge «den durch Artikel 24 desselben Dekrets eingerichteten "Conseil supérieur wallon de la pêche" (Wallonischer Hoher Rat für den Fischfang)" durch die Wortfolge "den in Artikel 2/6 § 1, § 2 und § 5 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion erwähnten Pool "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Fischereiwesen"» ersetzt;

2° in Artikel D.28 § 4, abgeändert durch das Dekret vom 27. März 2014, wird die Wortfolge «den durch Artikel 24 desselben Dekrets eingerichteten "Conseil supérieur wallon de la pêche" (Wallonischer Hoher Rat für den Fischfang)" durch die Wortfolge "den in Artikel 2/6 § 1, § 2 und § 5 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion erwähnten Pool "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Fischereiwesen"» ersetzt;

Art. 53 - Im Dekret vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Überschrift des Titels II wird durch folgende Überschrift ersetzt:

"Pool "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Forstwesen und Holzgewerbe";

2° Artikel 6 desselben Dekrets wird durch folgenden Text ersetzt:

«Art. 6 - Der in Artikel 2/6 § 1, § 2 und § 6 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion erwähnte Pool "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Forstwesen und Holzgewerbe" ist mit den Aufträgen, die ihm durch oder kraft des vorliegenden Gesetzbuches erteilt werden, beauftragt.

Er ist außerdem damit beauftragt, der Regierung in Eigeninitiative oder auf Antrag Letzterer ein Gutachten über die gesamten Fragen allgemeinen Interesses bezüglich der Wälder und Forsten sowie des Holzgewerbes abzugeben.»

3° in den Artikeln 7 und 60 wird die Wortfolge "Conseil supérieur wallon des forêts et de la filière bois" durch die Wortfolge «Pools "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Forstwesen und Holzgewerbe" bzw. "Pool "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Forstwesen und Holzgewerbe"» ersetzt;

4° in Artikel 64 desselben Dekrets wird die Wortfolge "Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature pour les réserves forestières" jeweils durch die Wortfolge «Pools "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Natur"» bzw. «Pool "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Natur"» ersetzt.

Art. 54 - Im Dekret vom 27. März 2014 zur Festlegung des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Tittel III wird die Überschrift des Kapitels I durch folgende Überschrift ersetzt:

«Pool "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Landwirtschaft, Land- und Ernährungswirtschaft und Ernährungswirtschaft"»;

2° Artikel D.64 desselben Dekrets wird durch folgenden Text ersetzt:

«Art. D.64 - Der in Artikel 2/6 § 1, § 2 und § 7 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion erwähnte Pool "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Landwirtschaft, Land- und Ernährungswirtschaft und Ernährungswirtschaft" hat den Auftrag, ein Gutachten über alle Fragen von allgemeiner Politik abzugeben, oder über die Dekrete und Erlasse bezüglich der Landwirtschaft, die ihm von der Regierung oder dem strategischen Ausschuss für die Landwirtschaft im Bereich der Landwirtschaft, der Land- und Ernährungswirtschaft und der Ernährungswirtschaft unterbreitet werden.

Der Pool "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Landwirtschaft, Land- und Ernährungswirtschaft und Ernährungswirtschaft" kann über alle Fragen bezüglich dieser Themen ein Gutachten aus eigener Initiative abgeben.»

3° Artikel D.65, D.66 und D.67 desselben Dekrets werden aufgehoben;

4° in den Artikeln D.83, D.85 und D.90 desselben Dekrets wird die Wortfolge "Conseil supérieur wallon de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de l'Alimentation" jeweils durch die Wortfolge "Pools "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Landwirtschaft, Land- und Ernährungswirtschaft und Ernährungswirtschaft" bzw. "Pool "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Landwirtschaft, Land- und Ernährungswirtschaft und Ernährungswirtschaft" ersetzt.»

Art. 55 - Im Dekret vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Artikel 2 Ziffer 5 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Pool "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Fischereiwesen": der in Artikel 2/6 § 1, § 2 und § 5 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion erwähnte Pool "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Fischereiwesen"»;

2° in den Artikeln 1, 7 § 2, 8 § 2, 9 Absatz 1, 10 § 1 bis § 4, 13, 14 § 1, 15, 17, 23, 27, 28 § 1, 29 und 31 wird die Wortfolge "Rat" bzw. "Rates" durch die Wortfolge «Pool "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Fischereiwesen"» bzw. «Pools "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Fischereiwesen"» ersetzt;

3° in Kapitel IV wird Abschnitt 3, der die Artikel 24 bis 26 enthält, aufgehoben.

Art. 56 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. März 1995 zur Festlegung der Arbeitsweise und der Beratungsmodalitäten des "Conseil supérieur wallon de la Chasse" wird aufgehoben.

Art. 57 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 1995 über die gleichzeitige Beratung des "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Wallonischer Oberster Rat für die Erhaltung der Natur), des "Conseil supérieur wallon de la Pêche" (Wallonischer Oberster Rat für das Fischereiwesen) und des "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Wallonischer Oberster Rat für das Jagdwesen) wird aufgehoben.

Art. 58 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juni 2006 zur Festlegung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des "Conseil supérieur wallon de la pêche", abgeändert durch den Erlass vom 12. Juli 2007, wird aufgehoben.

Abschnitt 5 — Abänderungen bezüglich der Einrichtung des Pools "Energie"

Art. 59 - Im Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts wird die Überschrift des Kapitels XII durch folgende Überschrift ersetzt:

«Pool "Energie"».

Art. 60 - Artikel 51 desselben Dekrets, der durch das Dekret vom 11. April 2014 ersetzt wurde, wird durch folgenden Text ersetzt:

« Art. 51 - § 1 - Der in Artikel 2/7 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion erwähnte Pool "Energie" hat folgende Aufgaben:

1° auf Antrag der Regierung oder in Eigeninitiative Gutachten abgeben, Bemerkungen, Anregungen, Vorschläge oder Empfehlungen vorbringen, die sich einerseits auf Orientierungsdokumente der Regierung oder Texte mit allgemeiner bzw. strategischer Tragweite und andererseits auf Vorentwürfe von Dekreten oder Erlassen mit verordnender Tragweite betreffend den Bereich Energie beziehen;

2° auf Antrag der CWAPE oder der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie ein Gutachten über jede Angelegenheit abgeben, die ihm von diesen unterworfen wird;

§ 2 - Der Pool "Energie" setzt sich wie folgt aus zweiundzwanzig Mitgliedern, die nach einer Aufforderung zur Interessenbekundung von der Regierung benannt werden:

1° sechs Vertreter der Sozialpartner, auf Vorschlag des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonie;

2° zwei Vertreter der Haushaltskunden und ein Vertreter der Großverbraucher;

3° zwei Vertreter der lokalen Behörden und ein Vertreter der ÖSHZ, auf Vorschlag des Städte- und Gemeindeverbands der Wallonie bzw. des Verbands der ÖSHZ;

4° ein Vertreter der aufgrund des Umweltgesetzbuches anerkannten Umweltorganisationen und ein Vertreter der im Energiebereich tätigen Vereinigungen;

5° vier Vertreter der Stromerzeuger, worunter ein Vertreter der zentralisierten Erzeuger, ein Vertreter der Erzeuger von Energie aus hochqualitativer Kraft-Wärme-Kopplung und einen Vertreter der Eigenerzeuger;

6° drei Vertreter der Betreiber von lokalen Übertragungsnetzen und von Verteilernetzen;

7° zwei Vertreter der Gas- und Stromversorger.

Für die unter Artikel 5, § 1 Ziffer 1 erwähnte Aufgabe nehmen die unter Artikel 51 § 2 Ziffern 1, 2, 3 und 4 erwähnten Mitglieder mit beschließender Stimme und die unter Artikel 51 § 2 Ziffern 5, 6 und 7 erwähnten Mitglieder mit beratender Stimme an den Sitzungen teil.

Für die unter Artikel 51 § 1 Ziffer 2 erwähnte Aufgabe nehmen alle Mitglieder mit beschließender Stimme an den Sitzungen teil.

§ 3 - Der Vorsitzende des Pools "Energie" wird unter den in § 2 Ziffer 3 genannten Vertretern von der Regierung benannt.

§ 4 - Der Vorsitzende oder ein Direktor der CWAPE und der Vertreter der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie wohnen den Sitzungen mit beratender Stimme bei.»

Art. 61 - In Artikel 51bis desselben Dekrets wird Ziffer 11, die durch das Dekret vom 17. Juli 2008 eingefügt und durch das Dekret vom 11. April 2014 abgeändert wurde, aufgehoben.

Art. 62 - In den Artikeln 13 und 64 desselben Dekrets werden die Wörter "des Allgemeinen Rates" bzw. "Der Allgemeine Rat" durch die Wörter «des Pools "Energie"» bzw. «Der Pool "Energie"» ersetzt.

Art. 63 - Im Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Artikel 14 Absatz 1 werden die Wörter "des Allgemeinen Rates" durch «des Pools "Energie"» ersetzt.

2° die Überschrift von Kapitel XI wird durch folgende Überschrift ersetzt:

«Pool "Energie"»;

3° in Artikel 44, abgeändert durch das Dekret vom 21. Mai 2015, wird die Wortfolge "Der durch den Artikel 51 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts eingerichtete Allgemeine Rat" durch die Wortfolge "Der in Artikel 51 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts erwähnte Pool "Energie" ersetzt;

4° in Artikel 75 wird die Wortfolge "Der Allgemeine Rat" durch die Wortfolge «Der Pool "Energie"» ersetzt.

Abschnitt 6 — Abänderungen bezüglich der Einrichtung des Pools "Wohnungswesen"

Art. 64 - In Artikel 161 § 2 Absatz 1 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, ersetzt durch das Dekret vom 30. März 2006, wird die Wortfolge "Hohen Rat des Wohnungswesens" durch die Wortfolge «Pool "Wohnungswesen"» ersetzt.

Art. 65 - In Titel III desselben Gesetzbuches wird die Überschrift von Kapitel VII durch Folgendes ersetzt:

«Pool "Wohnungswesen"»

Art. 66 - Artikel 200 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 15. Mai 2003 und abgeändert durch die Dekrete vom 23. November 2006 und 22. Juli 2010, wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 200 - § 1 - Der in Artikel 2/8 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion genannte Pool "Wohnungswesen" ist mit den folgenden Aufgaben beauftragt:

1° den Zustand des Wohnungsmarktes, die Qualität und die Menge der Wohnungen zu beurteilen;

2° vorausschauende Analysen auszuarbeiten, die es möglich machen, dem Wohnungsbedarf vorzugreifen;

3° Datenbanken mit Informationen über das Wohnungswesen und die Politik in Sachen Wohnungswesen zu erstellen;

4° Studien und Befunde auszuarbeiten und zu veröffentlichen;

5° durch Forschungsaktivitäten über Themenbereichen, die er bestimmt, oder die von der Regierung bestimmt werden, zur Entwicklung und Verbreitung der Kenntnisse im Bereich des Wohnungswesens beizutragen;

6° auf Antrag der Regierung oder in Eigeninitiative Gutachten abgeben, Bemerkungen, Anregungen, Vorschläge oder Empfehlungen vorbringen, die sich einerseits auf Orientierungsdokumente der Regierung oder Texte mit allgemeiner bzw. strategischer Tragweite und andererseits auf Vorentwürfe von Dekreten oder Erlassen mit verordnender Tragweite betreffend den Bereich Wohnungswesen beziehen;

§ 2 - Der Pool "Wohnungswesen" setzt sich wie folgt aus zweiunddreißig von der Regierung benannten Mitgliedern zusammen:

1° acht Vertreter der Sozialpartner, auf Vorschlag des Wirtschafts- und Sozialrats der Wallonie;

2° acht Vertreter des Wohnungsmarkts, darunter ein Vertreter der Mieter, ein Vertreter der Eigentümer, ein Vertreter der Notare, ein Vertreter der Architekten, zwei Vertreter der Vereine, darunter das Wallonische Netz für die Armutsbekämpfung ("Réseau wallon de lutte contre la pauvreté"), ein Vertreter der im Bereich der Senioren tätigen Vereine und ein Vertreter der Umweltverbände;

3° drei Vertreter der lokalen Behörden, von denen zwei auf Vorschlag des Städte- und Gemeindeverbands der Wallonie ("Union des Villes et Communes de Wallonie") und einer auf Vorschlag des Verbandes der ÖSHZ ("Fédération des C.P.A.S.") benannt werden;

4° zwei Vertreter von in Titel III, Kapitel VI erwähnten Einrichtungen mit sozialem Zweck;

5° zwei Vertreter der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes;

6° drei Mitglieder aus den universitären Einrichtungen, die in der Wallonischen Region tätig sind und die nach Artikel 10 des Dekrets vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Landschaft des Hochschulunterrichts und der akademischen Organisation der Studiengänge anerkannt sind und deren Studien- oder Forschungsprogramme die Wohnungspolitik anschnitten; sie können von der Akademie der Forschung und des Hochschulwesens vorgeschlagen werden;

7° sechs Vertreter der vom Wallonischen Wohngesetzbuch eingerichteten Umsetzungsbehörden des Rechts auf eine Wohnung, darunter zwei Vertreter der Wallonischen Wohnungsbaugesellschaft ("Société wallonne du Logement"), zwei Vertreter der Wallonischen Sozialkreditgesellschaft ("Société wallonne du crédit social") und zwei Vertreter des Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie ("Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie").

Ein Vertreter der Abteilung Wohnungswesen der Operativen Generaldirektion "Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie" des öffentlichen Dienstes der Wallonie nimmt an den Sitzungen des Pools mit beratender Stimme teil.»

Abschnitt 7 — Abänderungen bezüglich der lokalen Behörden

Art. 67 - In Artikel 30 § 3 Ziffer 3 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur wird die Wortfolge «vom "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region)" durch die Wortfolge "vom Städte- und Gemeindeverband der Wallonie ("Union des Villes et Communes de Wallonie")» ersetzt.

Art. 68 - Das Dekret vom 1. Juli 1993 zur Schaffung eines "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region), abgeändert vom Dekret vom 11. Dezember 2013, wird aufgehoben.

Art. 69 - Das Dekret vom 9. Dezember 1993 zur Auslegung der Artikel 2 und 3 des Dekrets vom 1. Juli 1993 zur Schaffung eines "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region) wird aufgehoben.

Art. 70 - In Artikel 6 Absatz 2 Ziffer 6 des Dekrets vom 25. März 2004 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an die lokalen Entwicklungsagenturen wird die Wortfolge "des Hohen Rats der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region" durch die Wortfolge "des Städte- und Gemeindeverbands der Wallonie" ersetzt.

Art. 71 - In Artikel D.86 Absatz 1 § 3 von Buch I des Umweltgesetzbuches wird der Satz «Das Gutachten des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region) wird in allen Fällen beantragt» aufgehoben.

Art. 72 - In Artikel 3 Ziffer 1 Absatz 2 des Dekrets vom 27. Juni 2013 über die wallonische Strategie für nachhaltige Entwicklung wird die Wortfolge «dem "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region)" durch die Wortfolge "des Städte- und Gemeindeverbands der Wallonie ("Union des Villes et Communes de Wallonie")» ersetzt.

Art. 73 - In Artikel 29 § 2 Ziffer 8 des Dekrets vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen wird die Wortfolge "den Hohen Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region" durch die Wortfolge "den Städte- und Gemeindeverband der Wallonie" ersetzt.

Abschnitt 8 — Sonstige Abänderungen

Art. 74 - Artikel 190 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird wie folgt ergänzt:

„, und dies, unbeschadet der Bestimmungen des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion, die die Arbeitsweise regeln“.

Art. 75 - Artikel D.4 § 4 von Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird wie folgt ergänzt:

«, und dies, unbeschadet der Bestimmungen des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion, die die Arbeitsweise regeln».

Art. 76 - Artikel 31 des Dekrets vom 23. Januar 2014 über die Anerkennung und die Bezuschussung der Umweltvereinigungen und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches und des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion wird aufgehoben.

Art. 77 - In Artikel 33 desselben Dekrets werden die Ziffern "28, 30" durch die Wortfolge "28 und 30" ersetzt und die Wortfolge "und 31" gestrichen.

Art. 78 - Im Dekret vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Artikel 3 § 1 wird die Wortfolge "dreißig Tagen" durch die Wortfolge "fünfunddreißig Tagen" ersetzt;

2° In Artikel 4 § 2 des Dekrets vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen wird die Wortfolge "sechs Jahren" durch die Wortfolge "fünf Jahren" ersetzt;

3° in Artikel 13 § 4 wird die Wortfolge "oder binnen fünfunddreißig Tagen" zwischen die Wortfolge "fünf- undvierzig Tagen" und die Wortfolge "nach dem Fristablauf" eingefügt und wird nach der Wortfolge "der Regierung übermittelt" die Wortfolge "und dies gemäß den in Artikel 2 Ziffer 10 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion" eingefügt;

4° in Artikel 40 wird die Wortfolge "dreißig Tagen" durch die Wortfolge "fünfunddreißig Tagen" ersetzt und die Wortfolge "oder von sechzig Tagen" durch die Wortfolge "oder - in Abweichung von Artikel 2 § 1 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion was die Beobachtungsstelle für den Handel betrifft - von sechzig Tagen" ersetzt.

KAPITEL III — *Schlussbestimmungen*

Art 79 - Artikel 1 Ziffer 3 Buchstabe s) verliert seine Wirkung mit dem Inkrafttreten des Dekrets vom 20. Juli 2016 zur Aufhebung des Dekrets vom 24. April 2014 zur Aufhebung der Artikel 1 bis 128 und 129^{quater} bis 184 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, zur Aufhebung der Artikel 1 bis 128 und 129^{quater} bis 184 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe und zur Bildung des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung.

Art 80 - Das vorliegende Dekret tritt neunzig Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art 81 - Artikel 1 Ziffer 1 Buchstabe d), Artikel 2 Buchstabe d) und Artikel 8 treten an demselben Tag wie das Dekret vom 20. Juli 2016 zur Aufhebung des Dekrets vom 24. April 2014 zur Aufhebung der Artikel 1 bis 128 und 129^{quater} bis 184 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, zur Aufhebung der Artikel 1 bis 128 und 129^{quater} bis 184 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe und zur Bildung des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung in Kraft.

Art 82 - Artikel 11, 91 Ziffer 1, Artikel 93 bis 98, 106 und 108 der Schlussbestimmungen des vorgenannten Dekrets vom 20. Juli 2016 zur Aufhebung des Dekrets vom 24. April 2014 zur Aufhebung der Artikel 1 bis 128 und 129^{quater} bis 184 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, zur Aufhebung der Artikel 1 bis 128 und 129^{quater} bis 184 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe und zur Bildung des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung werden aufgehoben.

Art 83 - Die Regierung trifft alle erforderlichen Maßnahmen im Hinblick auf die Durchführung des vorliegenden Dekrets.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 16. Februar 2017

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, öffentlichen Dienst, administrative Vereinfachung und Energie

C. LACROIX

Der Minister für lokale Behörden, Städte und Wohnungswesen

P.-Y. DERMAGNE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

—
Fußnote

(1) *Sitzung 2016-2017*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 601 (2016-2017), Nrn. 1 bis 17.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 15. Februar 2017.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/201834]

16 FEBRUARI 2017. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie*

Artikel 1. Artikel 1 van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie, gewijzigd bij de decreten van 20 november 2008, 3 april 2009, 22 juli 2010, 22 december 2010, 23 januari 2014, 27 maart 2014 en 22 januari 2015 wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. De in artikel 2 bedoelde transversale maatregelen zijn van toepassing :

1° op de volgende beleidsgroepen :

- a) Beleidsgroep Wetenschappelijk beleid;
- b) Beleidsgroep Mobiliteit ;
- c) Beleidsgroep Leefmilieu;
- d) Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening;
- e) Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden;
- f) Beleidsgroep Energie;
- g) Beleidsgroep Huisvesting;

2° op de adviescommissies van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië);

- a) Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen;
- b) "Conseil wallon de l'égalité entre les hommes et les femmes" (Waalse raad voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen);

- c) "Conseil wallon de l'économie sociale" (Waalse raad voor sociale economie);

- d) Waarnemingscentrum voor de Handel;

- e) "Conseil supérieur du tourisme" (Hoge Raad voor Toerisme);

- f) "Comité de contrôle de l'eau" (Comité voor watercontrole)

- g) Advies- en Overlegcommissie inzake arbeidsbemiddeling;

3° op de volgende technische, erkennings- of daarmee gelijkgestelde instellingen :

- a) "Comité de concertation de la navigation intérieure" (Overlegcomité binnenvaart);
- b) "Conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie" (Gewestelijk centrum vorming van personeelsleden van de plaatselijke en provinciale besturen van Wallonië);

- c) Opvolgingscommissie opgericht in het kader van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen;

- d) Opvolgingscommissie opgericht in het kader van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen.

- e) Commissies voor schoolverplaatsingen;

- f) "Commission wallonne des marchés publics" (Waalse commissie inzake de overheidsopdrachten);

- g) "Commission d'avis sur les recours en matière d'Urbanisme" (Adviescommissie voor de beroepen inzake stedenbouw);

- h) "Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières" (Gewestelijke adviescommissie voor de ontginning van groeven);

- i) "Commission scientifique pour les produits agro-alimentaires" (Wetenschappelijke commissie voor agrovoedingsproducten);

- j) "Comité de concertation et de suivi de la recherche agronomique" (Overleg- en opvolgingscomité voor landbouwkundig onderzoek);

- k) "Comité d'experts "Epuration individuelle " (Comité van deskundigen "Individuele zuivering");

- l) "Comité des experts de la Société publique de gestion de l'eau" (Comité van deskundigen van de openbare maatschappij voor waterbeheer);

- m) "Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale" (Adviserende en erkenningscommissie van sociale economiebedrijven);

- n) "Commission de suivi des associations de gestion centres-villes" (Opvolgingscommissie van de verenigingen voor stadscentrumbeheer);

- o) "Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie" (Raad van de Fiscaliteit en de Financiën van Wallonië);

- p) "Conseil supérieur wallon de la Sécurité routière" (Waalse hoge raad voor verkeersveiligheid);

- q) Opvolgingscomité ingesteld bij het decreet van 23 januari 2014 betreffende de erkenning en de structurele subsidiëring van de milieuverenigingen en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek;

- r) "Conseil wallon du bien-être des animaux" (Waalse Raad voor dierenwelzijn);

- s) "Commission consultative régionale de l'aménagement du territoire" (Gewestelijke adviescommissie ruimtelijke ordening). »

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 23 januari 2014 en 22 januari 2015, wordt gewijzigd als volgt :

a) punt 4° wordt opgeheven;

b) in 5° worden de woorden "de vergaderingen met raadgevende stem bijwonen" vervangen door de woorden "op de vergaderingen uitgenodigd worden";

c) in 8° worden de woorden "de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne", ingesteld bij het decreet van 1 juli 1993 tot oprichting van een Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest" opgeheven;

d) in 10° wordt de zin "Deze regel is niet van toepassing op de "Commission consultative régionale de l'Aménagement du Territoire" ingesteld bij het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium" opgeheven;

e) in 10° worden er een tweede en een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van het vorige lid geven de in artikel 1, 1°, bedoelde instellingen advies binnen vijfenveertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het volledige dossier betreffende de adviesaanvraag.

De eerste en tweede leden zijn niet van toepassing op de in artikel 1, 1°, d) bedoelde Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening, noch op de in artikel 1, 2°, a) bedoelde Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgavingen, noch op de in artikel 1, 3°, g) Adviescommissie voor de beroepen;

f) 19° wordt aangevuld met volgend streepje :

« - desgevallend, de gemeenschappelijke procedures betreffende de administratieve behandeling en de voorstelling van de dossiers. »

Art. 3. In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk I/1 ingevoegd met als opschrift "Organisatie van de adviesverlenende functie in beleidsgroepen, hun opdrachten en hun samenstellingen".

Art. 4. In hoofdstuk I/1, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel 2/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 2/1. § 1. De bij dit hoofdstuk opgerichte beleidsgroepen zijn belast met opdrachten van raadgevende functie.

De zetel van die beleidsgroepen wordt gevestigd op de zetel van de "Conseil économique et social de Wallonie" die het secretariaat daarvan waarneemt.

§ 2. De raadgevende functie is de opdracht die erin bestaat om op verzoek van de Regering, het Parlement of op eigen initiatief adviezen uit te brengen, opmerkingen, suggesties, voorstellen of aanbevelingen te formuleren die betrekking hebben op, enerzijds, oriëntatienota's van de Regering of teksten met een algemene of strategische draagwijdte en, anderzijds, op voorontwerpen van decreten of besluiten met een reglementaire draagwijdte.

In de bij een decreet uitdrukkelijk bepaalde gevallen kan die opdracht verplicht zijn ».

Art. 5. In hetzelfde hoofdstuk I/1 wordt een artikel 2/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 2/2. § 1. De Beleidsgroep Wetenschappelijk beleid wordt op eigen initiatief of op verzoek van de Regering ermee belast :

1° adviezen uit te brengen over het wetenschappelijk beleid m.b.t., enerzijds, oriëntatienota's van de Regering en, anderzijds, voorontwerpen van decreten of besluiten met een reglementaire draagwijdte;

2° middelen voor te stellen die uitgevoerd moeten worden om de ontwikkeling en de doeltreffende coördinaties van de activiteiten inzake wetenschappelijk en technologisch onderzoek te bevorderen zowel in de economische sector als in de academische sector, en dit, in verband met de economische, sociale en leefmilieubehoefte van het Gewest;

3° suggesties over de financiering van het wetenschappelijk beleid voor de uitwerking van de begroting van het Gewest te formuleren;

4° de Regering te adviseren over de deelneming van het Gewest aan de nationale, intergewestelijke en internationale activiteiten inzake wetenschappelijk en technologisch onderzoek;

5° het wetenschappelijk beleid van het Gewest om de twee jaar te evalueren;

6° advies uit te brengen over het meerjarenprogramma van de werken van het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waal Instituut voor Evaluatie, Prospectief beleid en Statistiek) en over zijn jaarlijkse activiteitenverslag;

7° elke aanbeveling inzake statistiek, evaluatie, strategische raad of prospectief beleid aan de Regering te formuleren.

Wat de in 5° bedoelde opdracht betreft, verstrekt de Regering alle nodige inlichtingen voor de uitvoering ervan aan de Beleidsgroep.

§ 2. De Beleidsgroep Wetenschappelijk Beleid bestaat uit twintig leden aangewezen door de Regering als volgt :

1° tien vertegenwoordigers van de sociale gesprekspartners op de voordracht van de "Conseil économique et social de Wallonie";

2° zes leden uit de in het Waalse Gewest actieve universitaire instellingen die door de "Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur" kunnen worden voorgesteld;

3° twee leden uit de in het Waalse Gewest actieve niet-universitaire instellingen van het hoger onderwijs die door de "Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur" kunnen worden voorgesteld;

4° twee vertegenwoordigers van de onderzoekscentra op de voordracht van Wal-Tech.

De administrateur-generaal van het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" woont de vergaderingen van de Beleidsgroep met raadgevende stem bij.

De Beleidsgroep wijst uit zijn midden een voorzitter en een ondervoorzitter aan.

Het voorzitterschap en het ondervoorzitterschap van de Beleidsgroep worden om de dertig maanden alternerend uitgeoefend door een vertegenwoordiger van sociale gesprekspartners, enerzijds, en een vertegenwoordiger van het universitair onderwijs of het niet-universitair hoger onderwijs of van de onderzoekscentra, anderzijds. »

Art. 6. In hetzelfde hoofdstuk I/1 wordt een artikel 2/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 2/3. § 1. De Beleidsgroep Mobiliteit wordt ermee belast op eigen initiatief of op verzoek van de Regering adviezen uit te brengen over :

1° de oriëntatienota's van de Regering, anderzijds, en de voorontwerpen van decreten of besluiten met een reglementaire draagwijdte, anderzijds, wat het gewestelijke mobiliteitsbeleid betreft;

2° de strategische plannings inzake gewestelijke mobiliteit;

3° elke vraag over het openbaar het vervoer van personen over de weg in het Waalse Gewest in het kader van een nauwe coördinatie met de andere vervoersmodi in voorkomend geval;

4° alle opdrachten bedoeld in het decreet van 1 april 2004 betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid.

Op verzoek van de Regering wordt de Beleidsgroep "Mobiliteit" wordt ermee adviezen uit te brengen over :

1° het meerjareninvesteringsplan, het vervoerplan van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en het meerjareninvesteringsplan van Infrabel;

2° elke andere aangelegenheid betreffende het vervoer en de mobiliteit die door de Regering wordt bepaald.

§ 2. De Beleidsgroep Mobiliteit bestaat uit éérentwintig leden aangewezen door de Regering als volgt :

1° acht vertegenwoordigers van de sociale gesprekspartners op de voordracht van de "Conseil économique et social de Wallonie";

2° één vertegenwoordiger van het Operationeel Directoraat-generaal Wegen en Gebouwen van de Waalse Overheidsdienst;

3° één vertegenwoordiger van het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst;

4° een vertegenwoordiger van de "Société régionale wallonne du Transport" (Waalse Gewestelijke Vervoersmaatschappij);

5° een vertegenwoordiger van de "Société wallonne des Aéroports" (Waalse Maatschappij voor Luchthavens);

6° een vertegenwoordiger van de "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (Waalse Maatschappij voor de Aanvullende Financiering van de Infrastructuren);

7° twee vertegenwoordigers van de leefmilieuverenigingen erkend krachtens het Milieuwetboek,

8° twee vertegenwoordigers van de plaatselijke besturen op de voordracht van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten);

9° een vertegenwoordiger van de intercommunales voor economische ontwikkeling op de voordracht van "Wallonie-Développement";

10° een vertegenwoordiger van de autonome havens;

11° twee vertegenwoordigers van de gebruikers op de voordracht van de representatieve organisaties van deze gebruikers. »

Art. 7. In hetzelfde hoofdstuk I/1 wordt een artikel 2/4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 2/4. § 1. De Beleidsgroep Leefmilieu wordt op eigen initiatief of op verzoek van de Regering ermee belast :

1° adviezen uit te brengen over de voorontwerpen van decreten betreffende het leefmilieu en het waterbeleid zoals bedoeld in artikel 6, § 1, II, 1° tot 4°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, vervangen bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 en gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014 en over het duurzame ontwikkelingsbeleid in verband met het leefmilieu;

2° adviezen uit te brengen in het kader van de milieuplaning zoals bedoeld in de artikelen D.37 tot D.41 van Boek I van het Milieuwetboek;

3° adviezen uit te brengen over de ontwerpen van reglementaire besluiten genomen in uitvoering van de bepalingen van Boek I en Boek II van het Milieuwetboek en in de andere gevallen bepaald bij hetzelfde Wetboek en over de ontwerpen van reglementaire besluiten genomen krachtens het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, met uitzondering van de uitvoeringsbesluiten van de hoofdstukken V en X van dat decreet;

4° de taken uit te voeren die hem krachtens Boek I en Boek II van het Milieuwetboek worden toevertrouwd;

5° adviezen uit te brengen over de classificatie van de steenbergen zoals bedoeld in het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van de steenbergen;

6° adviezen uit te brengen zoals bedoeld in de artikelen D.II.3, D.II.7, D.II.12, D.II.47, D.II.48, D.II.49, D.II.51, D.II.52, D.VIII.5, D.VIII.30, D.VIII.31 en D.VIII.33 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.

De Beleidsgroep wordt ermee belast alle andere opdrachten die de Regering hem kan toevertrouwen, uit te voeren.

§ 2. De Beleidsgroep Leefmilieu bestaat uit zeventien voortdurende leden aangewezen door de Regering als volgt :

1° acht vertegenwoordigers van de sociale gesprekspartners op de voordracht van de "Conseil économique et social de Wallonie";

2° vier vertegenwoordigers van de leefmilieuverenigingen erkend krachtens het Milieuwetboek;

3° twee vertegenwoordigers van de plaatselijke besturen op de voordracht van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten);

4° twee leden die door in het Waalse Gewest actieve universitaire instellingen kunnen worden voorgesteld, en die bevoegd zijn in één van de volgende gebieden :

a) ecologie, natuurwetenschappen;

b) agronomie, bosbouw, hulpbronnen van de ondergrond;

c) economie en milieurecht;

d) toegepaste wetenschappen : industriële vervuilingen, waterbeheer, beheer van de luchtkwaliteit, afvalbeheer;

e) openbare gezondheid, toxicologie;

5° een vertegenwoordiger van de gebruikers op de voordracht van de representatieve gebruikersverenigingen.

§ 3. In geval van dossier betreffende het Waterbeleid zetelt de afdeling Water binnen de Beleidsgroep met stemrecht en bestaat ze uit tien tot elf bijkomende leden aangewezen door de Regering als volgt :

1° acht leden ter vertegenwoordiging van de sector van de waterproductie en -distributie, van de sanering en van de ontwatering op de voordracht van Aquawal;

2° één vertegenwoordiger van de representatieve vissersverenigingen;

3° een vertegenwoordiger van de riviercontracten;

4° een vertegenwoordiger van verenigingen van landbouwers, tuinbouwers of fokkers indien de sector niet door de sociale gesprekspartners wordt vertegenwoordigd.

§ 4. In geval van dossier betreffende het afvalbeleid zetelt de afdeling "Afalstoffen" binnen de Beleidsgroep met stemrecht en bestaat ze uit negen tot tien aanvullende leden aangewezen door de Regering als volgt :

1° drie vertegenwoordigers van de permanente Conferentie van de Waalse intercommunales voor afvalbeheer;

2° twee vertegenwoordigers van de professionele verenigingen van de privaatrechtelijke operatoren van de afvalstoffensector;

3° twee vertegenwoordigers van de sectoren van de chemie, van de cementfabrieken, van de elektriciteit, van de metallurgische fabricages, van de bouw, van de staanindustrie, van de industrie van de terugwinning van de verpakking of van de afvalbehandeling, en van wie de sector niet door de sociale gesprekspartners wordt;

4° een vertegenwoordiger van de sociale economie actief in de milieusector;

5° een vertegenwoordiger van verenigingen van landbouwers, tuinbouwers of fokkers indien de sector niet door de sociale gesprekspartners wordt vertegenwoordigd;

6° een vertegenwoordiger van het " Institut scientifique de service public " (Openbaar Wetenschappelijk Instituut);

§ 5. In geval van dossier betreffende het grondenbeleid zetelt de afdeling Gronden binnen de Beleidsgroep met stemrecht en bestaat ze uit negen tot tien aanvullende leden aangewezen door de Regering als volgt :

1° drie vertegenwoordigers van de industriële sector;

2° twee vertegenwoordigers belast met de waterproductie en -distributie op de voordracht van Aquawal;

3° een vertegenwoordiger van de professionele vereniging die de sector van de sanering van de gronden vertegenwoordigt;

4° een vertegenwoordiger van de professionele vereniging die de sector van de studiebureaus vertegenwoordigt;

5° een vertegenwoordiger van de "Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement" (Openbare maatschappij voor hulpverlening inzake de verbetering van het leefmilieu);

6° een vertegenwoordiger van het " Institut scientifique de service public ";

7° een vertegenwoordiger van verenigingen van landbouwers, tuinbouwers of fokkers indien de sector niet door de sociale gesprekspartners wordt vertegenwoordigd. »

Art. 8. In hetzelfde hoofdstuk I/1 wordt een artikel 2/5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 2/5. § 1. De Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening is op eigen initiatief of op verzoek van de Regering belast met de opdrachten toevertrouwd krachtens artikel D.I.4. van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.

§ 2. De samenstelling van de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening wordt bepaald in artikel D.I.5. van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling. »

Art. 9. In hetzelfde hoofdstuk I/1 wordt een artikel 2/6 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 2/6. § 1. De Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden wordt op eigen initiatief of op verzoek van de Regering ermee belast :

1° advies uit te brengen over de oriëntatienota's van de Regering, anderzijds, en de voorontwerpen van decreten of besluiten met een reglementaire draagwijdte, anderzijds, over het gewestelijke mobiliteitsbeleid betreffende :

a) de natuurbescherming en -behoud, met uitzondering van de invoer, uitvoer en doorvoer van niet-inheemse plantensoorten alsook van de niet-inheemse diersoorten en de lijken ervan;

b) de jacht, met uitzondering van de fabricage, de verhandeling en het bezitten van jachtwapens en de vogeljacht;

b) de riviervisvangst en visteelt;

d) de bossen;

e) de houtfilière;

f) de landbouw, de agrovoeding of de voeding;

2° alle opdrachten uit te voeren die hem krachtens de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud worden toevertrouwd;

3° alle opdrachten betreffende de bossen en wouden en de houtfilière uit te voeren die hem krachtens het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek worden toevertrouwd;

4° alle opdrachten betreffende de landbouw, de agrovoeding en de voeding uit te voeren die hem krachtens het decreet van 27 maart 2014 betreffende het LAndbouwwetboek worden toevertrouwd;

§ 2. De Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden bestaat uit zestien voortdurende leden aangewezen door de Regering als volgt :

1° twee vertegenwoordigers van de sociale gesprekspartners op de voordracht van de "Conseil économique et social de Wallonie";

2° twee vertegenwoordigers van de leefmilieuverenigingen erkend krachtens het Milieuwetboek,

3° twee vertegenwoordigers van de plaatselijke besturen op de voordracht van de "Union des Villes et Communes de Wallonie ";

4° twee vertegenwoordigers op de voordracht van de Waalse landbouwverenigingen, onder wie een lid dat in de Afdeling Landbouw, Agrovoeding en Voeding zetelt;

5° twee vertegenwoordigers op de voordracht van de bosverenigingen en de houtfilière, onder wie een lid dat in de Afdeling Bos en Houtfilière zetelt;

6° twee vertegenwoordigers van de verenigingen van de landelijke privé-eigenaars;

7° een vertegenwoordiger van de verenigingen van de openbare eigenaars;

8° de voorzitter van de Adeling Visvangst of zijn vertegenwoordiger;

8° de voorzitter van de Adeling Jacht of zijn vertegenwoordiger;

9° de voorzitter van de Adeling Natuur of zijn vertegenwoordiger;

Een vertegenwoordiger van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst woont de vergaderingen van de beleidsgroep met raadgevende stem bij.

De voortdurende leden zetelen in aanwezigheid van één van de in de §§ 3 tot 7 bedoelde afdelingen.

§ 3. In geval van dossier betreffende het Natuurbehoud zetelt de afdeling Natuur binnen de Beleidsgroep met adviserende stem en bestaat ze uit tien aanvullende leden, onder wie minstens een Duitstalig lid, die aangewezen worden door de Regering als volgt :

1° zes leden uit de Hoge Scholen, de Onderzoeksinstituten of de in het Waalse Gewest actieve universitaire instellingen, waaronder de studie- of onderzoekprogramma's de volgende vakken of gebieden betreffen :

a) het plantenrijk;

a) het dierenrijk;

c) de kennis en het beheer van het natuurlijk milieu;

2° vier vertegenwoordigers uit de Verbonden, Verenigingen of niet-gouvernementele Organisaties met als doel het natuurbehoud en de milieubescherming, van wie de bevoegdheden uitgeoefend op het geheel van het Waalse grondgebied of op een belangrijk deel van dat grondgebied de volgende aspecten of indicatieve thema's betreffen : De bescherming van de biodiversiteit, het beheer van de beschermde natuurlijke sites, de natuurbehoudeducatie, de ontwikkeling van de natuurlijke parken, de vorming van de natuur-gidsen.

§ 4. In geval van dossier betreffende de jacht zetelt de afdeling Jacht binnen de Beleidsgroep met adviserende stem en bestaat ze uit achttien aanvullende leden aangewezen door de Regering als volgt :

1° zestien vertegenwoordigers, onder wie minstens een Duitstalig lid, van de verschillende jachtgebieden, van de verschillende jachtpraktijken en de meest representatieve jachtverenigingen of -groeperingen;

2° twee vertegenwoordigers van de wetenschappelijke kring in rechtstreeks verband met de jacht of het wild.

De in 1° bedoelde leden zijn houder van een jachtvergunning die in het Waalse Gewest wordt afgegeven.

§ 5. In geval van dossier betreffende de visvangst zetelt de afdeling Visvangst binnen de Beleidsgroep met adviserende stem en bestaat ze uit twintig aanvullende leden aangewezen door de Regering als volgt :

1° zestien vertegenwoordigers van de verenigingen van vissers, onder wie minstens een Duitstalig lid;

2° twee vertegenwoordigers van de viskwekers;

3° twee vertegenwoordigers van de wetenschappelijke kringen die rechtstreeks verband houden met het vissen en de visbiologie.

De in 1° bedoelde leden zijn houder van een visvergunning die in het Waalse Gewest wordt afgegeven.

§ 6. In geval van dossier betreffende het bos of de houtfilière zetelt de afdeling Bos en Houtfilière binnen de Beleidsgroep met adviserende stem en bestaat ze uit veertien aanvullende leden, onder wie minstens een Duitstalig lid, die aangewezen worden door de Regering als volgt :

1° twee vertegenwoordigers van de sociale gesprekspartners op de voordracht van de "Conseil économique et social de Wallonie";

2° zes vertegenwoordigers van de verenigingen van de houtfilière;

3° twee leden uit de in het Waalse Gewest actieve universitaire instellingen die de opleiding van de ingenieurs op het gebied van de natuur en de bossen organiseren;

4° twee vertegenwoordigers van de verenigingen betreffende de sociaal-recreatieve functie van het bos;

5° twee vertegenwoordigers van de verenigingen van aannemers van boswerkzaamheden.

Een vertegenwoordiger van een Duitstalige vereniging van de houtfilière woont de vergaderingen van de afdeling met raadgevende stem bij.

§ 7. In geval van dossier betreffende de landbouw, de agrovoeding en de voeding zetelt de afdeling Landbouw, Agrovoeding en Voeding binnen de Beleidsgroep met adviserende stem en bestaat ze uit twintig aanvullende leden aangewezen door de Regering als volgt :

1° twee vertegenwoordigers van de sociale gesprekspartners op de voordracht van de "Conseil économique et social de Wallonie";

2° acht vertegenwoordigers op de voordracht van de Waalse landbouwverenigingen, onder wie minstens een Duitstalig lid;

3° zes vertegenwoordigers op de voordracht van de beroepsverenigingen van de sector agrovoeding en distributie;

4° twee vertegenwoordigers van de verbruikers op de voordracht van de representatieve verbruikersverenigingen;

5° twee leden uit de wetenschappelijke en onderzoekskring die door de "Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur" kunnen worden voorgesteld.

§ 8. De Regering wijst voor elke van de afdelingen bedoeld in de §§ 3 tot 7 een voorzitter aan die ermee belast wordt de vergaderingen van de beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden voor te zitten. »

Art. 10. In hetzelfde hoofdstuk I/1 wordt een artikel 2/7 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 2/7. § 1. De beleidsgroep "Energie" is met belast met de opdrachten bedoeld in artikel 51, § 1, van het decreet 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en in artikel 44 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt.

§ 2. De samenstelling van de beleidsgroep Energie wordt bepaald in artikel 51, § 2, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt. »

Art. 11. In hetzelfde hoofdstuk I/1 wordt een artikel 2/8 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 2/8. § 1. De beleidsgroep Huisvesting is belast met de opdrachten bedoeld in artikel 200 van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen.

§ 2. De samenstelling van de beleidsgroep Huisvesting wordt in artikel 200 van hetzelfde Wetboek bepaald. »

Art. 12. In hetzelfde hoofdstuk I/1 wordt een artikel 2/9 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 2/9. De volgende maatregelen zijn van toepassing op de in de artikelen 2/2 tot 2/8 bedoelde beleidsgroepen :

1° de adviesaanvragen van de vakministers gemandateerd door de Regering worden aan de "Conseil économique et social de Wallonie" gericht.

De adviesaanvragen vermelden de beleidsgroep(en) met, in voorkomend geval, de aanvullende identificatie van de betrokken afdeling waarvan het advies wordt aangevraagd, onverminderd artikel 4, § 2, van het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging, wat betreft de "Conseil économique et régional pour la Wallonie", van de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de economische planning en decentralisatie en tot instelling van een "Conseil économique et social de Wallonie".

De adviesaanvragen uitgaande van het parlementair initiatief dienen geformuleerd te worden bij een beslissing van een commissie van het Parlement.

Ze worden gericht aan de "Conseil économique et social de Wallonie". Ze vermelden welke beleidsgroep(en) en, in voorkomend geval, welke afdeling ervan om advies wordt gevraagd.

De "Conseil économique et social de Wallonie" vraagt om en maakt het advies van betrokken beleidsgroepen over. Een afschrift ervan wordt aan de Regering overgemaakt.

De "Conseil économique et social de Wallonie" vraagt het advies van de beleidsgroep(en) zoals geïdentificeerd door de Regering en maakt bedoeld advies over;

2° de beleidsgroepen kunnen in het kader van een adviesprocedure gezamenlijk bijeenkomen;

3° behoudens andersluidende bepaling behoorlijk gemotiveerd en uitdrukkelijk voorzien door de Regering wordt geen presentiegeld als vergoeding toegekend aan de leden van de beleidsgroepen.

De vergoedingen waarop ze in die hoedanigheid kunnen aanspraak maken, zijn ten laste van de dotatie van de "Conseil économique et social de Wallonie";

4° de maatregelen bedoeld in het decreet van 27 maart 2004 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen binnen de adviesorganen zijn van toepassing op de beleidsgroepen. »

Art. 13. In hetzelfde hoofdstuk I/1 wordt een artikel 2/10 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 2/10. De werkingskosten van de beleidsgroepen zijn ten laste van de door de Regering toegekende dotatie van de "Conseil économique et social de Wallonie" en dit, onverminderd de regels bedoeld in het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging, wat betreft de "Conseil économique et régional pour la Wallonie", van de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de economische planning en decentralisatie en tot instelling van een "Conseil économique et social de la Région wallonne". »

Art. 14. In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk I/2 ingevoegd met als opschrift "Raadgevende functie van de plaatselijke besturen".

Art. 15. In hoofdstuk I/2, ingevoegd bij artikel 14, wordt een artikel 2/11 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 2/11. Aan het advies van de "Union des Villes et des Communes de Wallonie" wordt onderworpen :

1° elk ontwerp en voorstel van decreet van het Waalse Parlement alsook elk ontwerp van besluit van de Waalse Regering dat een weerslag zou kunnen hebben op de financiën en/of het bestuur van de steden, gemeenten en provincies, met uitzondering van de decreten betreffende de algemene ontvangstenbegroting en de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest;

2° elk ontwerp van omzendbrief betreffende de steden en gemeenten". »

Art. 16. In hetzelfde hoofdstuk I/1 wordt een artikel 2/12 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 2/12. Aan het advies van de Federatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de "Union des Villes et des Communes de Wallonie" onderworpen wordt :

1° elk ontwerp en voorstel van decreet van het Waalse Parlement alsook elk ontwerp van besluit van de Waalse Regering dat een weerslag zou kunnen hebben op de financiën en/of het bestuur van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, met uitzondering van de decreten betreffende de algemene ontvangstenbegroting en de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest;

2° elk ontwerp van omzendbrief betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn". »

Art. 17. In hetzelfde hoofdstuk I/2 wordt een artikel 2/13 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 2/13. Aan het advies van de "Association des provinces wallones" (Vereniging van de Waalse provincies) wordt onderworpen :

1° elk ontwerp en voorstel van decreet van het Waalse Parlement alsook elk ontwerp van besluit van de Waalse Regering dat een weerslag zou kunnen hebben op de financiën en/of het bestuur van de provincies, met uitzondering van de decreten betreffende de algemene ontvangstenbegroting en de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest;

2° elk ontwerp van omzendbrief betreffende de provincies". »

Art. 18. In hetzelfde hoofdstuk I/2 wordt een artikel 2/14 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 2/14. Artikel 2, § 1, 10°, is van toepassing op de in de artikelen 2 tot 1^{er} bedoelde beleidsgroepen : »

Art. 19. De artikelen 3 tot 7 van hetzelfde decreet worden opgeheven.

Art. 20. In hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt afdeling 2, die artikel 9 omvat, opgeheven.

Art. 21. In hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt afdeling 3, die artikel 10 omvat, opgeheven.

Art. 22. In hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt afdeling 5, die de artikelen 15 tot 24 omvat, opgeheven.

Art. 23. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt afdeling 1, die de artikelen 40 tot 42 omvat, opgeheven.

Art. 24. In artikel 43 van hetzelfde decreet worden de woorden "bedoeld in dit decreet" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 1, 3°".

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepalingen betreffende de adviesverlenende functie**Afdeling 1. — Wijzigingen betreffende de invoering van de beleidsgroep "Wetenschappelijk beleid"*

Art. 25. In artikel 1 van het decreet van 4 december 2003 betreffende de oprichting van het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waals Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek) worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1° wordt opgeheven;

3° in 4° worden de woorden "bedoeld in artikel 5" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 17/1".

Art. 26. In hetzelfde decreet wordt hoofdstuk II, dat de afdelingen 1 tot 3 en de artikelen 2 tot 7 omvat, opgeheven.

Art. 27. In hetzelfde decreet wordt, na artikel 17, een hoofdstuk III/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Waarnemingscentra ».

Art. 28. In hoofdstuk I/1, ingevoegd bij artikel 27, wordt een artikel 17/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 17/1. Het Instituut kan in zijn taak bijgestaan worden door waarnemingscentra waarvan de lijst door de Regering wordt bepaald.

Een waarnemingscentrum is een sectorale maatschappelijke raad die ermee belast wordt om uitleg te geven aan de bevoegde Minister en aan de Regering over een specifiek activiteitsgebied.

Het Instituut kan bijdragen bij de waarnemingscentra aanvragen. »

Art. 29. In hetzelfde hoofdstuk III/1 wordt een artikel 17/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 17/2. Onverminderd de opdrachten die hun bij besluit worden toevertrouwd zijn de opdrachten van de in artikel 17/1, eerste lid, bedoelde waarnemingscentra in het kader van dit decreet de volgende :

1° een geheel van statistische indicatoren betreffende hun activiteitengebied vaststellen en bijwerken om een voorspellende analyse van de ontwikkeling ervan mogelijk te maken;

2° voor een voortdurende verspreiding van de behandelde informatie zorgen;

3° verschillende evaluaties in hun activiteitengebied uitvoeren of laten uitvoeren;

4° adviezen uitbrengen over de vragen met een wetenschappelijk karakter ter attentie van de Regering en van het Instituut. »

Art. 30. In hetzelfde hoofdstuk III/1 wordt een artikel 17/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 17/3. Elk waarnemingscentrum wordt bijgestaan door een sectorale cel die binnen het Instituut gespecialiseerd is en die belast is met het uitvoeren van de sectorale onderzoeken bepaald in hun activiteitenprogramma alsook met het waarnemen van het secretariaat van het waarnemingscentrum. »

Art. 31. In hetzelfde decreet worden de woorden "Afdeling 6 - Slotbepalingen" vervangen door de woorden "Hoofdstuk III/2 - Slotbepalingen".

Art. 32. In artikel 61, vierde lid, van het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië worden de woorden "Raad voor Wetenschapsbeleid" vervangen door de woorden "beleidsgroep "Wetenschappelijk Beleid"".

Art. 33. In artikel 15 van het decreet van 28 november 2013 houdende oprichting van het "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation" (Agentschap Ondernemen en Innoveren), afgekort: A.E.I, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, worden de woorden « "Conseil wallon de la Politique scientifique" (Waalse raad voor Wetenschappelijk Beleid) " vervangen door de woorden "beleidsgroep "Wetenschappelijk Beleid" »;

2° het tweede lid wordt gewijzigd en aangevuld als volgt "die binnen dertig dagen, wat betreft de Raad, en binnen vijfenveertig dagen, wat betreft de beleidsgroep, gezamenlijk hun opmerkingen meedelen";

3° in het derde lid worden de woorden "van die Raden" vervangen door de woorden "van die Raad en van die beleidsgroep".

Art. 34. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 november 1990 houdende oprichting van een Raad van het Wetenschappelijk beleid in het Waalse Gewest, gewijzigd bij de besluiten van 1 juli 1993, 6 februari 2003 en 30 april 2009 wordt opgeheven.

Afdeling 2. — Wijzigingen betreffende de invoering van de Beleidsgroep Mobiliteit

Art. 35. Artikel 33bis van het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest, ingevoegd bij het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie wordt opgeheven.

Art. 36. Het decreet van 1 april 2004 betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid wordt gewijzigd als volgt :

1° artikel 2, 2°, wordt vervangen als volgt : "Beleidsgroep Mobiliteit" : de beleidsgroep opgericht in artikel 2/3 van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie";

2° in artikel 4, § 2, wordt de zin "De gewestelijke commissie wordt regelmatig op de hoogte gebracht van de voortgang van de werken en kan elk ogenblik de suggesties die ze nodig acht, formuleren" vervangen als volgt :

« De beleidsgroep Mobiliteit wordt regelmatig op de hoogte gebracht van de voortgang van de werken en kan elk ogenblik de suggesties die hij nodig acht, formuleren »;

3° in de artikelen 6, § 2, eerste lid, 7, 11 en 22 worden de woorden "de gewestelijke commissie" vervangen door de woorden "de beleidsgroep "Mobiliteit"";

4° in artikel 6, § 2, tweede lid, worden de woorden "de gewestelijke commissie" vervangen door de woorden "de Beleidsgroep Mobiliteit";

5° in artikel 11 worden de woorden "De gemeenten en de gewestelijke commissie" vervangen door de woorden "De gemeenten en de Beleidsgroep Mobiliteit";

6° in de artikeel 21 en 29 worden de woorden "aan de gewestelijke commissie" vervangen door de woorden "aan de Beleidsgroep Mobiliteit".

Art. 37. Het besluit van de Waalse Regering van 8 juli 1993 tot oprichting van een "Comité consultatif des transports publics de personnes par route" (Adviescomité voor het openbaar personenvervoer over de weg wordt opgeheven.

Afdeling 3. — Wijzigingen betreffende de invoering van de Beleidsgroep Leefmilieu

Onderafdeling 1. — Wijzigingen van Boek I en Boek II van het Milieuwetboek

Art. 38. In Boek I van het Milieuwetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel D.6 van hetzelfde Boek, vervangen bij het decreet van 31 mei 2007 en gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010 wordt 4° vervangen als volgt :

« 4° Beleidsgroep Leefmilieu : de beleidsgroep bedoeld in artikel 2/4 van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie; »;

2° artikel D.7 van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

3° artikel D.8 van hetzelfde Boek wordt vervangen door hetgeen volgt :

« D.8. De Beleidsgroep Leefmilieu is ermee belast de taken uit te voeren die hem toevertrouwd worden bij de artikelen 30 tot 48 et 49 tot 81. »;

4° artikel D.9 van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

5° in artikel D.20.3., § 1, 4°, van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 16 maart 2006 worden de woorden "door de CWEED" vervangen door de woorden "door de beleidsgroep Leefmilieu";

6° in artikel D.28-17, § 3, van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 23 januari 2014, wordt 6° vervangen als volgt :

« 6° een vertegenwoordiger van de beleidsgroep Leefmilieu; »

5° in artikel D.35, van hetzelfde Boek worden de woorden "de in artikel 7 bedoelde Waalse milieuraad voor de duurzame ontwikkeling" vervangen door de woorden "de Beleidsgroep Leefmilieu" en worden de woorden "De Waalse milieuraad voor de duurzame ontwikkeling (CWEDD)" vervangen door de woorden "De beleidsgroep Leefmilieu";

8° in de artikelen D.36, D.38, D.42, D.53, § 1, derde lid, en § 2, eerste en tweede leden van hetzelfde Boek worden de woorden "de CWEDD" telkens vervangen door de woorden "de beleidsgroep Leefmilieu";

8° in de artikelen D.56, § 4, eerste lid, en D.57, § 3 van hetzelfde Boek worden de woorden "aan de CWEDD" telkens vervangen door de woorden "aan de beleidsgroep Leefmilieu";

10° in artikel D. 70, eerste lid, van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het decreet van 31 mei 2007 wordt de zin "Elke intrekking van erkenning vereist het advies van de " CWEDD " alsook van de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening bedoeld in artikel 1 van het CWATUP als het effectonderzoek dat kwalitatief duidelijk te wensen overlaet, betrekking heeft op een plan van aanleg of een ontwerp van ruimtelijke ordening, stedenbouw of infrastructuur." opgeheven;

8° in artikel D.72 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het decreet van 31 mei 2007, worden de woorden "De CWEDD" vervangen door de woorden "De beleidsgroep Leefmilieu";

12° in artikel D.86, § 3, eerste lid, gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 2011, van hetzelfde Boek wordt de zin « Het advies van de "Commission régionale des déchets" (Gewestelijke commissie voor afvalstoffen), van de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Waalse milieuraad voor duurzame ontwikkeling) en van de "Commission consultative de l'eau" (Adviescommissie inzake water) wordt gevraagd wanneer de ontwerpen van milieu-overeenkomsten betrekking hebben op materies waarvoor ze bevoegd zijn. » Vervangen door de zin "Het advies van de beleidsgroep Leefmilieu wordt gevraagd wanneer de ontwerpen van milieu-overeenkomsten betrekking hebben op materies waarvoor hij bevoegd is."

Art. 39. In Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

In Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

2° in Deel I, Titel III, van hetzelfde Boek, wordt hoofdstuk I, dat artikel D.3 omvat, opgeheven;

3° in artikel D.11, § 5, van hetzelfde Boek wordt de zin "Het brengt regelmatig de wateradviescommissie op de hoogte van de resultaten van zijn werkzaamheden of studies" vervangen door de zin "Het brengt regelmatig de beleidsgroep Leefmilieu op de hoogte van de resultaten van zijn werkzaamheden of studies.";

4° in artikel D.22, § 10, van hetzelfde Boek worden de woorden "van de Wateradviescommissie" vervangen door de woorden "van de beleidsgroep Leefmilieu";

8° in de artikelen D.26, § 4, D.27, § 4, en D.28, § 4, van hetzelfde Boek worden de woorden « de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" » telkens vervangen door de woorden de beleidsgroep Leefmilieu en worden de woorden "de Wateradviescommissie" opgeheven;

6° In artikel D.156 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, derde lid, worden de "van de Wateradviescommissie" vervangen door de woorden "van de beleidsgroep Leefmilieu";

b) in § 1, vierde lid, worden de woorden "van dezelfde commissie" vervangen door de woorden "van de beleidsgroep Leefmilieu";

a) in § 2, worden de woorden "van de wateradviescommissie" vervangen door de woorden "van de beleidsgroep Leefmilieu".

Onderafdeling 2. — Diverse wijzigingen

Art. 40. In de artikelen 14, § 1, tweede lid, § 2, eerste lid, § 3 en § 4, derde lid, 17, § 1, tweede lid, § 3 en § 4, derde lid, 18ter, § 2, tweede lid, 33, § 3, eerste lid, en § 4, zevende lid, 42, vierde lid, 43, § 4, eerste lid, 44, zevende lid, 46, § 2, eerste lid, 50, § 2, tweede en derde lid, 51, § 3, eerste lid, 52, § 3, vierde lid, 136bis, § 2, eerste lid, en 6, 168, tweede lid, 169, § 2, eerste lid, en 256/5, eerste lid van het "Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Erfgoed" worden de woorden « "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse milieuraad voor de duurzame ontwikkeling) » telkens vervangen door de woorden "beleidsgroep Leefmilieu".

Art. 41. In artikel 3 van het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van de steenberg, gewijzigd bij het decreet van 6 november 2008, worden de woorden « en na advies van de "Commission régionale de l'Aménagement du Territoire" » vervangen door de woorden "en na advies van de beleidsgroep Leefmilieu".

Art. 42. In het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen worden de volgende wijzigingen aangebracht :
1° in hoofdstuk VII wordt afdeling 2 die artikel 33 omvat, opgeheven;
2° artikel 71 wordt opgeheven.

Art. 43. In artikel 19, § 2, tweede lid, 2°, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij het decreet van 6 november 2008, worden de woorden "de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" vervangen door de woorden "de beleidsgroep Leefmilieu".

Art. 44. In artikel 18, eerste lid, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen worden, in de Franse versie, de woorden "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" vervangen door de woorden "beleidsgroep "Leemilieu".

Art. 45. Het decreet van 1 april 2004 betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid wordt gewijzigd als volgt :

1° artikel 2, 5°, wordt vervangen als volgt : "Beleidsgroep Leefmilieu" : de beleidsgroep opgericht in artikel 2/4 van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie;

2° in de artikelen 6, § 2, 28, eerste lid, 29, tweede lid, en 31, derde lid worden de woorden "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" telkens vervangen door de woorden "Beleidsgroep Leefmilieu".

Art. 46. In artikel 3, 1°, tweede lid,, van het decreet van 27 juni 2013 betreffende de Waalse strategie inzake duurzame ontwikkeling worden de woorden « "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Milieuraad voor Duurzame Ontwikkeling)" en de gebeurlijke afkortingen tot "CWEDD" » vervangen door de woorden "Beleidsgroep Leefmilieu".

Art. 47. 2° in de artikelen 13, § 3, en 19, § 5, eerste lid, van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen worden de woorden "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable (Waalse Milieuraad voor Duurzame Ontwikkeling)" telkens vervangen door de woorden "Beleidsgroep Leefmilieu".

Art. 48. Het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 1996 betreffende de samenstelling en de werking van de Afvalstoffencommissie wordt opgeheven.

Afdeling 4. — Wijzigingen betreffende de invoering van de Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden

Art. 49. In de jachtwet van 28 februari 1882 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° artikel 1, § 1, 3° wordt vervangen door wat volgt :

« Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden : de Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Jacht", bedoeld in artikel 2/6, §§ 1, 2 en 4 van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie; »;

2° artikel 1, § 2, wordt opgeheven;

3° in de artikelen 1ter, 1quater, 1quinquies, 1sexies, 2, 7, 9, 9bis, 10, 12, 12bis, 12ter en 30ter worden de woorden "de Raad" telkens vervangen door de woorden "de Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden".

Art. 50. In de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 16 worden de woorden "de bij artikel 32 bedoelde Hoge Raad voor natuurbehoud" vervangen door de woorden « de Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Natuur" bedoeld in artikel 2/6, §§ 1, 2 en 3 van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie »;

2° in artikel 16 worden het woord "Raad" vervangen door de woorden « Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Natuur" »;

3° in de artikelen 17, 30, 33, 56, § 3, 58quinquies worden de woorden "Hoge Raad voor natuurbehoud" telkens vervangen door de woorden "Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden".

4° in artikel 33, tweede lid, worden de woorden "De Raad en ieder der kamers dienen" vergangen door de woorden « De Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Natuur" dient »;

5° in artikel 33, derde lid, worden de woorden "de hoge Raad" vergangen door de woorden « de Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Natuur" »;

6° in artikel 33, vijfde lid, worden de woorden "hoge Jachtraad" vervangen door de woorden « Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Jacht" »;

7° in artikel 33, zesde lid, worden de woorden "hoge Bosraad" vervangen door de woorden « Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Bos en Houtfilière" »;

8° in artikel 33, zevende lid, worden de woorden "hoge Landbouwraad" vergangen door de woorden « Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Landbouw, Agrovoeding en Voeding" »;

3° in de artikelen 36 en 37 worden de woorden "van de hoge Raad voor natuurbehoud of van de bevoegde kamer van die (hoge) Raad" telkens vervangen door de woorden « Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Natuur" »;

10° in hoofdstuk IX wordt het opschrift van afdeling 1 vervangen door wat volgt :

« Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Natuur" »;

11° artikel 52 van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 11 april 1987, wordt vervangen als volgt :

« Art. 52. De beleidsgroep "Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Natuur", bedoeld in artikel 2/6, §§ 1, 2 en 3, van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie oefent in het Waalse Gewest de bevoegdheden uit die door de hoofdstukken II tot VI toegekend zijn aan de Hoge Raad voor natuurbehoud en aan de Waalse Kamer ervan, opgericht door artikel 32, behalve wat de uitvoering van artikel 5, eerste lid, betreft. »;

12° artikel 53, ingevoegd bij het decreet van 11 april 1984, wordt opgeheven;

13° In artikel 54, ingevoegd bij het decreet van 11 april 1984 worden de woorden "Waalse Hoge Raad" vervangen door de woorden « Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Natuur" ».

Art. 51. In het decreet van 16 juli 1985 betreffende de natuurparken worden de volgende wijzigingen aangebracht :

3° in de artikelen 4, § 3, 17, § 5, en 20 worden de woorden "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor het Natuurbehoud), dan wel "Waalse Hoge Raad voor het Natuurbehoud" telkens vervangen door de woorden « Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Natuur" »;

2° het opschrift van hoofdstuk V, gewijzigd bij het decreet van 3 juli 2008, wordt vervangen als volgt :

« Raadpleging van de beleidsgroep "Landelijke Aangelegenheden", afdeling "Natuur" ».

Art. 52. In Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel D.27, § 4, gewijzigd bij het decreet van 27 maart 2014, worden de woorden « de "Conseil supérieur wallon de la Pêche" (Waalse Hoge Visraad), zoals ingesteld bij artikel 24 van hetzelfde decreet » vervangen door de woorden « de Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Visvangst", bedoeld in artikel 2/6, §§ 1, 2 en 5, van et decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie »;

2° in artikel D.28, § 4, gewijzigd bij het decreet van 27 maart 2014, worden de woorden « de "Conseil supérieur wallon de la Pêche" (Waalse Hoge Visraad), zoals ingesteld bij artikel 24 van hetzelfde decreet » vervangen door de woorden « de Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Visvangst", bedoeld in artikel 2/6, §§ 1,2 en 5, van et decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie ».

Art. 53. In het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het opschrift van titel II wordt vervangen als volgt :

« Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Bos en Houtfilière" »;

2° artikel 6 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 6. De "Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Bos en Houtfilière", bedoeld in artikel 2/6, §§ 1, 2 en 6 van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie is belast met de opdrachten die hem bij of krachtens dit Wetboek worden toevertrouwd.

Hij wordt er bovendien mee belast advies, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering, uit te brengen over de vraagstukken van algemeen nut betreffende de houten, de bossen en de houtfilière »;

3° in de artikelen 7 en 60 worden de woorden "Conseil supérieur wallon des forêts et de la filière bois" telkens vervangen door de woorden « Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Bos en Houtfilière" »;

4° in artikel 64, van hetzelfde decreet worden de woorden "Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature" telkens vervangen door de woorden « beleidsgroep "Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Natuur" ».

Art. 54. In het decreet van 27 maart 2014 betreffende het Waalse Landbouwwetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in titel III wordt het opschrift van hoofdstuk I vervangen als volgt :

« Beleidsgroep "Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Landbouw, Agrovoeding en Voeding" »;

2° artikel D.64 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt :

« Art. D.64. De Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Landbouw, Agrovoeding en Voeding" bedoeld in artikel 2/6, §§ 1, 2 en 7, van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie heeft als opdracht advies uit te brengen over elk vraagstuk van algemeen beleid of over de ontwerpen van decreten en besluiten in verband met landbouw, hem voorgelegd door de Regering of het strategisch comité voor landbouw, agrovoeding of voeding.

De Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Landbouw, Agrovoeding en Voeding" kan op eigen initiatief advies uitbrengen in verband met elk desbetreffend vraagstuk »;

3° de artikelen D.65, D.66 en D.67 van hetzelfde decreet worden opgeheven.

4° in de artikelen D.83, D.85, D.90 van hetzelfde decreet worden de woorden « "Conseil supérieur wallon de l'Agriculture, de l'Agro-Alimentaire et de l'Alimentation" » telkens vervangen door de woorden « beleidsgroep "Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Landbouw, Agrovoeding en Voeding" ».

Art. 55. In Boek IV, Titel I, Hoofdstuk III van het Waals Toerismewetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 544.D, c), worden de woorden « "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Waalse hoge jachtraad) » vervangen door de woorden « Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Jacht" »;

2° in artikel 544. D, d) worden de woorden « "Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois" (Waalse Hoge Raad voor het Bos en de Houtkolom) » vervangen door de woorden « Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Bos en Houtfilière" » en worden de woorden "de ene met de hoedanigheid van privé-boseigenaar, de andere met de hoedanigheid van bosuitbater" opgeheven;

3° in artikel 544. D, e), worden de woorden « "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor het Natuurbehoud) » vervangen door de woorden « Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Natuur" ».

Art. 56. In het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° artikel 2, 5°, wordt vervangen als volgt :

« Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Visvangst" » : De Beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden, afdeling "Visvangst" bedoeld in artikel 2/6, §§ 1, 2 en 5 van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie »;

2° in de artikelen 1, 7, § 2, 8, § 2, 9, eerste lid, 10, §§ 1 tot 4, 13, 14, § 1, 15, 17, 23, 27, 28, § 1, 29 en 31 worden het woord "Raad" vervangen door de woorden "beleidsgroep "Landelijke Aangelegenheden", afdeling "Visvangst" »;

3° in hoofdstuk IV wordt afdeling 3, die de artikelen 24 tot 26 omvat, opgeheven.

Art. 57. Het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 1995 tot vaststelling van de werking en de modaliteiten tot raadpleging van de "Conseil supérieur wallon de la chasse" (Waalse Hoge Jachtraad) wordt opgeheven.

Art. 58. Het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 1995 betreffende de simultane raadpleging van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor het Natuurbehoud), de "Conseil supérieur wallon de la pêche" (Waalse Hoge Raad voor de Riviervisserij) en de "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Waalse Hoge Jachtraad) wordt opgeheven.

Art. 59. Het besluit van de Waalse Regering van 15 juni 2006 tot vastlegging van de samenstelling en de werkwijze van de "Conseil supérieur wallon de la Pêche" (Waalse Hoge Visraad), gewijzigd bij het besluit van 12 juli 2007, wordt opgeheven.

Afdeling 5. — Wijzigingen betreffende de invoering van de beleidsgroep "Energie"

Art. 60. In het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt wordt het opschrift van hoofdstuk XII vervangen als volgt :

« Beleidsgroep "Energie" ».

Art. 61. Artikel 51 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 11 april 2014, wordt vervangen als volgt :

« Art. 51. § 1. De beleidsgroep "Energie" bedoeld in artikel 2/7 van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie heeft de volgende opdrachten :

1° op advies van de Regering of op eigen initiatief adviezen uitbrengen, opmerkingen, suggesties, voorstellen of aanbevelingen formuleren die betrekking hebben op, enerzijds, oriëntatienota's van de Regering of teksten met een algemene of strategische draagwijdte en, anderzijds, op voorontwerpen van decreten of besluiten met een reglementaire draagwijdte inzake energie;

2° op verzoek van de CWAPE of van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst advies uitbrengen over elke vraag die hem door laatstgenoemden wordt gesteld.

§ 2. De beleidsgroep "Energie" bestaat uit tweeëntwintig leden die door de Regering na oproep tot belangverklaring aangewezen worden als volgt :

1° zes vertegenwoordigers van de sociale gesprekspartners op de voordracht van de "Conseil économique et social de Wallonie";

2° twee vertegenwoordigers van de residentiële verbruikers op de voordracht van de grote verbruikers;

3° twee vertegenwoordigers van de plaatselijke besturen en een vertegenwoordiger van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn op de voordracht van respectievelijk de "Union des Villes et Communes de Wallonie" en de Federatie van de O.C.M.W.'s;

4° een vertegenwoordiger van de milieuverenigingen erkend krachtens het Milieuwetboek en een vertegenwoordiger van de op het gebied van energie actieve verenigingen;

5° vier vertegenwoordigers van de producenten, onder wie een vertegenwoordiger van de gecentraliseerde producenten, een vertegenwoordiger van de producenten van hernieuwbare energie, een vertegenwoordiger van de producenten van energie uit kwaliteitsvolle warmtekrachtkoppeling en een vertegenwoordiger van de auto-producenten;

6° drie vertegenwoordigers van de beheerders van de plaatselijke transmissie- en distributienetten;

7° twee vertegenwoordigers van de gas- en elektriciteitsleveranciers.

Voor de in artikel 51, § 1, 1°, bedoelde opdracht zetelen de leden bedoeld in artikel 51, § 2, 1°, 2°, 3° en 4° met stemrecht en zetelen de leden bedoeld in artikel 51, § 2, 5°, 6° en 7° met raadgevende stem.

Voor de opdracht bedoeld in artikel 51, § 1, 2°, zetelt het geheel van de leden met stemrecht.

§ 3. De voorzitter van de beleidsgroep "Energie" wordt door de Regering aangewezen onder de vertegenwoordigers bedoeld in § 2, 3°.

§ 4. De voorzitter of een directeur van de "CWaPE" en de vertegenwoordiger van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst woont de vergaderingen met raadgevende stem bij."

Art. 62. In artikel 51bis van hetzelfde decreet wordt punt 11°, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, opgeheven.

Art. 63. In de artikelen 13 en 64 van hetzelfde decreet worden de woorden "algemene raad" telkens vervangen door de woorden « beleidsgroep "Energie" ».

Art. 64. In het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 14, eerste lid, worden de woorden "algemene raad" v^{er}g^{an}gen door de woorden " beleidsgroep "Energie";

2° in hoofdstuk XI wordt het opschrift vervangen als volgt :

« Beleidsgroep "Energie" »;

3° in artikel 44, gewijzigd bij het decreet van 21 mei 2015, worden de woorden "Het algemene raad opgericht bij" vervangen door de woorden « De beleidsgroep "Energie" bedoeld in »;

4° in artikel 75 worden de woorden "algemene raad" v^{er}g^{an}gen door de woorden « beleidsgroep "Energie" ».

Afdeling 6. — Wijzigingen betreffende de invoering van de beleidsgroep "Huisvesting"

Art. 65. In artikel 161, § 2, eerste lid, van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen, vervangen bij het decreet van 30 maart 2006 worden de woorden "Hoge Huisvestingsraad" vervangen door de woorden « beleidsgroep "Huisvesting" ».

Art. 66. In hetzelfde Wetboek, titel III, wordt het opschrift van hoofdstuk VII vervangen als volgt :

« Beleidsgroep "Huisvesting" ».

Art. 67. Artikel 200 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het Waalse decreet van 15 mei 2003 en gewijzigd bij de decreten van 23 november 2006 en 22 juli 2010, wordt vervangen als volgt :

« Art. 200. § 1. De beleidsgroep "Huisvesting" bedoeld in artikel 2/8 van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie is belast met de volgende opdrachten :

1° de marktsituatie van de huisvesting, de kwaliteit en de kwantiteit van de huisvestingen evalueren;

2° voorspellende analyses uitwerken om op de behoefte in huisvesting te kunnen anticiperen;

3° databanken uitwerken met informatie over de huisvesting en het huisvestingsbeleid;

4° onderzoeken en diagnoses uitwerken en publiceren;

5° bijdragen tot de ontwikkeling en de verspreiding van de kennis inzake huisvesting via onderzoeksactiviteiten over thema's bepaald door hem of door de Regering;

6° op advies van de Regering of op eigen initiatief adviezen uitbrengen, opmerkingen, suggesties, voorstellen of aanbevelingen formuleren die betrekking hebben op, enerzijds, oriëntatienota's van de Regering of teksten met een algemene of strategische draagwijdte en, anderzijds, op voorontwerpen van decreten of besluiten met een reglementaire draagwijdte inzake huisvesting.

§ 2. De Beleidsgroep "Huisvesting" bestaat uit tweëëndertig leden aangewezen door de Regering als volgt :

1° acht vertegenwoordigers van de sociale gesprekspartners op de voordracht van de "Conseil économique et social de Wallonie";

2° acht vertegenwoordigers van de residentiële sector, onder wie een vertegenwoordiger van de huurders, een vertegenwoordiger van de eigenaar, een vertegenwoordiger van de notarissen, een vertegenwoordiger van de architecten, twee vertegenwoordigers van het verenigingsleven waaronder het "Réseau wallon de lutte contre la pauvreté" (netwerk armoedebestrijding in Wallonië), een vertegenwoordiger van de verenigingen actief in de sector van de bejaarden en een vertegenwoordiger van de representatieve milieuverenigingen;

3° drie vertegenwoordigers van de plaatselijke besturen, onder wie twee op de voordracht van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" en de Federatie van de O.C.M.W.'s;

4° twee vertegenwoordigers van instellingen met een maatschappelijk doel bedoeld in Hoofdstuk VI van Titel III;

5° twee vertegenwoordigers van de Openbare huisvestingsmaatschappijen;

6° drie leden uit de universitaire instellingen die in het Waalse Gewest actief zijn

7° zes vertegenwoordigers van de operatoren in de uitvoering van het recht op wonen van het woonrecht ingesteld bij het Waalse Huisvestingscode, onder wie twee vertegenwoordigers van de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij), twee vertegenwoordigers van de "Société wallonne du Crédit social" (Waalse maatschappij voor sociaal krediet), twee vertegenwoordigers van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Huisvestingsfonds voor de kroostrijke gezinnen van Wallonië).

Een vertegenwoordiger van het Departement Huisvesting van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst woont de vergaderingen van de beleidsgroep met raadgevende stem bij. »

Afdeling 7. — Wijzigingen betreffende de plaatselijke besturen

Art. 68. In artikel 30, § 3, 3°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud worden de woorden « de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest) vervangen door de woorden "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten) ».

Art. 69. Het decreet van 1 juli 1993 tot oprichting van een Hoge Raad voor steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest, gewijzigd bij het decreet van 11 december 2013 wordt opgeheven.

Art. 70. Het decreet van 9 december 1993 tot uitlegging van artikelen 2 en 3 van het decreet van 1 juli 1993 tot oprichting van een Hoge Raad voor steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest wordt opgeheven.

Art. 71. In artikel 6, tweede lid, 6°, van het decreet van 25 maart 2004 betreffende de erkenning van en de toekenning van subsidies aan de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen worden de woorden « "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest) » vervangen door de woorden "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten) ».

Art. 72. In artikel D.86, eerste lid, § 3, van Boek I van het Milieuwetboek wordt de zin « Het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest) wordt in ieder geval gevraagd » opgeheven.

Art. 73. In artikel 3, 1°, tweede lid, 2, van het decreet van 27 juni 2013 betreffende de Waalse strategie inzake duurzame ontwikkeling worden de « de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad voor de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest) » vervangen door de woorden « de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten) ».

Art. 74. In artikel 29, § 2, 8°, van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren worden de woorden "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest) vervangen door de woorden "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten) ».

Afdeling 8. — Diverse wijzigingen

Art. 75. Artikel 190 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt aangevuld als volgt :

« , en dit onverminderd de werkingsregels bepaald bij het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie ».

Art. 76. Artikel D.4, § 4, van Boek II van Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt aangevuld volgt :

« , en dit onverminderd de werkingsregels bepaald bij het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie ».

Art. 77. Artikel 31 van het decreet van 23 januari 2014 betreffende de erkenning en de structurele subsidiëring van de milieuverenigingen en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek en het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie wordt opgeheven.

Art. 78. In artikel 33 van hetzelfde decreet worden de getallen "28, 30" vervangen door "28 en 30" en worden de termen "en 31" opgeheven.

Art. 79. In de artikelen 4, § 2, van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen worden de woorden "zes jaar" vervangen door de woorden "vijf jaar".

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 80. Artikel 1, 3°, s) houdt op uitwerking te hebben op de dag van inwerkingtreding van het decreet van 20 juli 2016 tot opheffing van het decreet van 24 april 2014 tot opheffing van de artikelen 1 tot 128 en 129^{quater} tot 184 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, tot opheffing van de artikelen 1 tot 128 en 129^{quater} tot 184 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en tot vorming van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.

Art. 81. Dit decreet treedt in werking na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 82. Artikel 1, 1°, d), artikel 2, d), en artikel 8 van dit decreet treden in werking op dezelfde dag als het decreet van 2 juli 8 tot opheffing van het decreet van 20 april 2016 tot opheffing van de artikelen 1 tot 128 en 129^{quater} tot 184 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, tot opheffing van de artikelen 1 tot 184 en 1 tot 128 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en tot vorming van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.

Art. 83. De artikelen 11, 91, 1°, 93 tot 98, 106 en 108 van de slotbepalingen van het decreet van 20 juli 2016 tot opheffing van het decreet van 24 april 2014 tot opheffing van de artikelen 1 tot 128 en 129^{quater} tot 184 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, tot opheffing van de artikelen 1 tot 128 en 129^{quater} tot 184 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en tot vorming van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling worden opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 februari 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

—
Nota

(1) *Zitting 2016-2017.*

Stukken van het Waalse Parlement 601 (2016-2017), nrs. 1 tot 17.

Volledig verslag, openbare vergadering van 15 februari 2017.

Bespreking.

Stemming.